

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

**RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXÉCUTION PROVISoire
DU BUDGET D'ÉTAT AU 30 SEPTEMBRE 2019**

Décembre 2019.

TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION	6
II. MOBILISATION DES RESSOURCES DE L'ETAT	8
Tableau 1. Situation de recouvrement des ressources de l'Etat.	8
2.1.RECETTES BUDGETAIRES.....	9
2.1.1. Mobilisation des recettes budgétaires par les services d'assiette et de recouvrement	9
2.1.2. Mobilisation des recettes des budgets annexes	9
2.1.2.1. Prévisions	9
2.1.2.2. Réalisations.....	9
Tableau 2. Situation de recouvrement des recettes des budgets annexes par entrepôts.....	10
2.1.3. Mobilisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor	15
Tableau 3. Situation de recouvrement des recettes des comptes spéciaux du Trésor.....	15
2.1.4. Mobilisation des appuis budgétaires	16
2.1.5. Mobilisation des dons projets au titre du financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI financement extérieur)	17
Tableau 4. Répartition des dons projets par ministère.....	18
2.1.6. Mobilisation des recettes exceptionnelles	19
2.2.RESSOURCES DE TRESORERIE	19
Tableau 5. Situation d'exécution des ressources de trésorerie.....	20
Tableau 6. Répartition des produits des emprunts projets par ministère.....	21
2.3.ANALYSE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES GLOBALES PAR SERVICE	22
Graphique1: Situation des recouvrements par service	22
Graphique2: Part des recouvrements des services dans le total des ressources	23
DIRECTION GENERALE DES DOUANES	24
A. Rappel des objectifs quantifiés	24
B. Réalisations des recettes douanières	24
Tableau 7. Situation des réalisations de recettes douanières.....	24
a. Recettes issues des produits pétroliers.....	24
b. Recettes issues des produits non pétroliers	25
Tableau 8. Situation des réalisations de recettes douanières par nature.	26
c. Mesures correctrices	26
C. Perspectives de recouvrement pour le quatrième trimestre 2019.....	27
Tableau 9. Situation des réalisations de recettes douanières.....	27
DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	28
A. Rappel des objectifs	28
B. Réalisations	28
Tableau 10. Situation des prévisions et réalisations de recettes par la DGI en 2018 et 2019.....	28
DIRECTION NATIONALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE	30
A. Prévisions et réalisations de recettes au 30 septembre 2019	30
B. Perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre 2019	31

RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 30 SEPTEMBRE 2019

DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES	32
A. Prévisions	32
B. Réalisations	32
a. Recettes budgétaires	33
b. Ressources de trésorerie	34
c. Contraintes et difficultés rencontrées.....	35
d. Mesures correctives	35
C. Perspectives de recouvrement pour le quatrième trimestre 2019.....	36
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	37
Tableau 14. Recouvrement des prêts rétrocédés par la DGDP.	38
DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DES BIENS DE L'ETAT	39
III. EXECUTION DES CHARGES DE L'ETAT	40
3.1.DEPENSES BUDGETAIRES	40
3.1.1. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique.....	40
Tableau 15. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique.....	41
3.1.1.1. Budget général	42
Tableau 16. Situation d'exécution du BSI financement extérieur.	45
3.1.1.2. Budgets annexes	45
Graphique 4. Situation d'exécution du budget d'Etat au 30 septembre 2019 par nature économique.....	46
Tableau 17. Situation d'exécution des dépenses budgétaires des régions par nature économique.	46
3.1.2. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation	47
Tableau 18. Situation d'exécution des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation budgétaire.....	47
3.1.2.1. Programmes de pilotage	48
3.1.2.2. Programmes opérationnels.....	48
3.1.2.3. Programmes des budgets annexes	49
3.1.2.4. Programmes des comptes spéciaux du Trésor	49
Graphique 5. Situation d'exécution des charges budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire sans le financement extérieur du BSI.....	50
3.1.3. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par fonction	50
Tableau 19. Situation d'exécution des charges budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.....	51
3.1.3.1. Services généraux des administrations publiques	52
3.1.3.2. Défense	52
3.1.3.3. Ordre et sécurité publics	52
3.1.3.4. Affaires économiques	52
3.1.3.5. Protection de l'environnement, logement et équipements collectifs, loisirs, culture et culte	53
3.1.3.6. Santé	53
3.1.3.7. Enseignement.....	53
3.1.3.8. Protection sociale	54
Graphique 6. Poids des CP liquidés par fonction en %.....	54
3.2.CHARGES DE TRESORERIE	55
Tableau 20 : Situation d'exécution des charges de trésorerie au 30 septembre 2019	55
IV. CONCLUSION	56

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Situation de recouvrement des ressources de l'Etat.	8
Tableau 2. Situation de recouvrement des recettes des budgets annexes par entrepôts.	10
Tableau 3. Situation de recouvrement des recettes des comptes spéciaux du Trésor.	15
Tableau 4. Répartition des dons projets par ministère.	18
Tableau 5. Situation d'exécution des ressources de trésorerie.	20
Tableau 6. Répartition des produits des emprunts projets par ministère.	21
Tableau 7. Situation des réalisations de recettes douanières.	24
Tableau 8. Situation des réalisations de recettes douanières par nature.	26
Tableau 9. Situation des réalisations de recettes douanières.	27
Tableau 10. Situation des prévisions et réalisations de recettes par la DGI en 2018 et 2019.	28
Tableau 11. Situation de réalisation des prévisions de recettes de la DND.	33
Tableau 12. Recouvrement des prêts rétrocédés par la DGDP.	38
Tableau 13. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique.	41
Tableau 14. Situation d'exécution du BSI financement extérieur.	45
Tableau 15. Situation d'exécution des dépenses budgétaires des régions par nature économique.	46
Tableau 16. Situation d'exécution des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation budgétaire.	47
Tableau 17. Situation d'exécution des charges budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.	51
Tableau 18. Situation d'exécution des charges de trésorerie au 30 septembre 2019.	55

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1. Situation des recouvrements par service.	22
Graphique 2. Part des recouvrements des services dans le total des ressources.	23
Graphique 3. Evolution comparative des recettes douanières mensuelles de janvier à septembre 2018 et 2019.	29
Graphique 4. Situation d'exécution du budget d'Etat au 30 septembre 2019 par nature économique.	46
Graphique 5. Situation d'exécution des charges budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire, sans le financement extérieur du BSI.	50
Graphique 6. Poids des CP liquidés par fonction en %.	54

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : situation d'exécution détaillée des dépenses par classification programmatique et économique au 30 septembre 2019, sans le financement extérieur du BSI
Annexe 2 : situation d'exécution détaillée des dépenses par budget et par programme ou dotation au 30 septembre 2019, sans le financement extérieur du BSI
Annexe 3 : situation d'exécution détaillée des dépenses par classification administrative et économique au 30 septembre 2019, sans le financement extérieur du BSI
Annexe 4 : situation d'exécution détaillée des dépenses par classification fonctionnelle au 30 septembre 2019, sans le financement extérieur du BSI
Annexe 5 : situation d'exécution du financement extérieur du BSI par ministère.

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ABG	Appui Budgétaire Général
ABS	Appui Budgétaire Sectoriel
ACI	Agence de Cessions Immobilières
AE	Autorisation d'Engagement
AFD	Agence Française de Développement
APTM	Agence pour la Promotion Touristique au Mali
BAD	Banque Africaine de Développement
BMI	Brigades Mobiles d'Intervention
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CMDT	Compagnie Malienne de Développement du Textile
CP	Crédit de Paiement
DGB	Direction Générale du Budget
DGD	Direction Générale des Douanes
DGI	Direction Générale des Impôts
DND	Direction Nationale des Domaines
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
EDM	Energie Du Mali
EMACI	Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire
EMAGUA	Entrepôts du Mali au Ghana
EMAGUI	Entrepôts du Mali en Guinée
EMATO	Entrepôts du Mali au Togo
FAFE	Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et l'Epanouissement de l'Enfant
FAFPA	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage
FAPFo	Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts
FAPFa	Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune
FAPRP	Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière
FDD	Fonds de Développement Durable
FNAA	Fonds National d'Appui à l'Agriculture
FNDS	Fonds National pour le Développement de la Statistique
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
N-SUKALA	Nouveau Complexe Sucrier du Kala Supérieur
OMH	Office Malien de l'Habitat
PDRM	Programme de Développement des Ressources Minérales
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
SA	Société Anonyme
SOMILO	Société des Mines d'Or de Loulo
SOGEM	Société de Gestion de l'Energie de Manantali
SOTELMA	Société des Télécommunications du Mali
TAV	Taxe Ad Valorem
TCI	Taxe Conjoncturelle à l'Importation
TDP	Taxe Dégressive de Protection
TIPP	Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine

I. INTRODUCTION

Contexte macroéconomique¹

La préparation du présent rapport s'effectue dans un contexte marqué, au niveau international, par l'essoufflement progressif de la croissance économique mondiale depuis le deuxième trimestre de 2018, après une accélération généralisée de la croissance cyclique durant deux ans. Ainsi, de 3,8% en 2017, le taux de croissance a fléchi à 3,6% en 2018 et devrait encore ralentir en 2019 à 3,2%.

Cette perte de vitesse se justifie, entre autres, par : ((i) l'escalade des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, (ii) l'incertitude persistante liée au Brexit, (iii) la montée des tensions géopolitiques et (iv) l'accumulation de facteurs de vulnérabilité financières.

Dans les pays avancés, la croissance devrait ralentir de 2,2% en 2018, à 1,9% en 2019. Ce repli est en partie imputable aux effets négatifs attendus des hausses des droits de douanes en 2018 et à l'amointrissement des effets de la relance budgétaire d'envergure aux Etats-Unis. Dans ce groupe de pays, le ralentissement de la croissance mondiale et le recul de l'inflation hors alimentation et énergie ont ravivé les tensions désinflationnistes. Ainsi, les prix à la consommation devraient passer de 2,0% en 2018 à 1,6% en 2019.

Dans les pays émergents et en développement, l'activité économique devrait ralentir en 2019 (4,1 % contre 4,5% en 2018). Ce ralentissement ne se fera pas ressentir en Afrique subsaharienne où l'expansion se poursuivra à un rythme progressif, avec des taux de croissance estimés à 3,1% en 2018 et 3,4% en 2019. Les prix à la consommation devraient y demeurer stables à 4,8%.

Dans la zone UEMOA, le taux de croissance est projeté à 6,6%, en hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2018. Quant au niveau général des prix à la consommation, il devrait augmenter et s'établir à 1,8% contre 1,0% en 2018.

Au niveau national, les perspectives macroéconomiques s'annoncent plutôt favorables en 2019. Le taux de croissance, projeté à 5,0%, est en hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2018. La variation des prix à la consommation devrait, quant à elle, enregistrer une baisse, passant de 1,7% en 2018 à 0,4% en 2019.

Situation des finances publiques

En vue de surmonter les difficultés rencontrées en 2018 en matière de mobilisation de recettes et de remettre les finances publiques sur une trajectoire viable, des mesures de politiques budgétaires soutenables, visant à maintenir le solde global proche de l'équilibre, ont été programmées en 2019, dans la loi de finances initiale, puis dans la loi de finances rectificative.

En effet, le dépôt sur le bureau de l'Assemblée nationale d'un projet de collectif budgétaire, visait à prendre en charge l'impact de nouvelles mesures budgétaires sur les grandes lignes de l'équilibre budgétaire et financier, en vue de ne pas les détériorer.

¹Source : Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019, Fonds Monétaire International.

Ainsi, la loi de finances rectificative prévoit :

- un déficit global révisé (base ordonnancement dons inclus) de - 2,5%, contre -3,0% dans la loi de finances initiale ;
- un taux de pression fiscale révisé de 15,0%, contre 15,6% dans la loi de finances initiale ;
- un ratio de dépenses totales et prêts nets de 22,6% du PIB, contre 22,7% dans la loi de finances initiale.

En termes de priorités, les choix d'allocation budgétaire demeurent adossés aux axes du Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2019-2023).

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux lois de finances, la loi de finances rectificative de 2019 a régularisé l'encaissement de ressources additionnelles d'un montant de 12,135 milliards de FCFA au titre de l'exercice budgétaire 2019, autorisé par le Décret n°2019-0049/P-RM du 07 février 2019.

Concernant la situation d'exécution des prévisions budgétaires rectifiées, la situation provisoire au 30 septembre 2019, fait ressortir un niveau de réalisation de ressources de 72,39% par rapport à l'objectif annuel brut révisé qui s'élève à 2 416,885 milliards de FCFA, contre 2 401,455 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Ce taux d'exécution correspond à des ressources mobilisées d'un montant de 1 749,475 milliards de FCFA, dont 1 306,050 milliards de FCFA de recettes budgétaires et 443,425 milliards de FCFA de ressources de trésorerie.

Quant aux charges, elles ont été exécutées à hauteur de 56,65% par rapport aux prévisions annuelles révisées qui se chiffrent à 2 736,540 milliards de FCFA, soit un montant cumulé de paiement de 1 551,630 milliards de FCFA. Sur ce montant, 1 162,479 milliards de FCFA représentent des dépenses budgétaires (dont 18,14% de dépenses en capital) et, 389,151 milliards de FCFA de charges de trésorerie.

Ces charges sont réparties entre cent quarante-cinq (145) programmes, trois cent trente (330) actions, quatre cents cinquante-huit (458) objectifs et mille cent huit (1108) indicateurs.

II. MOBILISATION DES RESSOURCES DE L'ETAT

Les ressources inscrites au budget d'Etat sont constituées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie. La situation de leur recouvrement au 30 septembre 2019 se présente comme suit :

Tableau 1. Situation de recouvrement des ressources de l'Etat.

	Objectif annuel révisé 2019 (en milliards de FCFA)			Réalizations au 30 septembre 2019 (en milliards de			Taux de réalisation/objectif annuel en %		
	Recettes budgétaires (1)	Ressources de trésorerie (2)	Total (3) = (1) + (2)	Recettes budgétaires (4)	Ressources de trésorerie (5)	Total (6) = (4) + (5)	Recettes budgétaires (7) = [(4) / (1)] *100	Ressources de trésorerie (8) = [(5) / (2)] *100	Total (9) = [(6) / (3)] *100
Ressources réalisées par les services d'assiette et de recouvrement									
DGD	620,977	-	620,977	418,723		418,723	67,43%		67,43%
DGI	910,700	-	910,700	663,302		663,302	72,83%		72,83%
DNTCP	35,900	94,369	130,269	24,492	295,000	319,492	68,22%	312,60%	245,26%
DND	173,365	14,435	187,800	89,858	7,213	97,070	51,83%	49,97%	51,69%
DGABE	-	50,000	50,000		-	-		0,00%	0,00%
DGDP	-	9,592	9,592		4,156	4,156		43,33%	43,33%
Total des ressources / service	1 740,942	168,396	1 909,338	1 196,375	306,369	1 502,743	68,72%	181,93%	78,70%
Recettes des budgets annexes	10,406		10,406	5,766		5,766	55,41%		55,41%
Recettes des comptes spéciaux du Trésor ²	54,039	-	54,039	26,600	-	26,600	49,22%		49,22%
ABS	10,704	-	10,704	3,800		3,800	35,50%		35,50%
ABG (DONS)	76,447	-	76,447	13,400		13,400	17,53%		17,53%
ABG (PRETS)		102,000	102,000		65,314	65,314		64,03%	64,03%
Total appuis budgétaires	87,151	102,000	189,151	17,200	65,314	82,514	19,74%	64,03%	43,62%
Produits des dons projets (BSI fin. Ext.)	146,845	-	146,845	58,700		58,700	39,97%		39,97%
Produits des emprunts projets (BSI fin. Ext.)	-	89,267	89,267		71,742	71,742		80,37%	80,37%
Recettes exceptionnelles	17,839		17,839	1,410		1,410	7,90%		7,90%
Total général	2 057,222	359,663	2 416,885	1 306,050	443,425	1 749,475	63,49%	123,29%	72,39%

Source: DGB, à partir des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, décembre 2019.

²²Les prévisions et les réalisations de recettes des comptes spéciaux du Trésor n'incluent pas celles du Fonds de remboursement de crédits TVA (respectivement 64,691 milliards de FCFA et 64,363 milliards de FCFA) car, les prévisions et les réalisations de recettes de la DGD et de la DGI sont enregistrées à leurs valeurs brutes, qui intègrent les crédits TVA.

Au 30 septembre 2019, les ressources du budget d'Etat ont été exécutées à 72,39%. Les recettes budgétaires ont été réalisées à hauteur de 63,49% tandis que les ressources de trésorerie l'ont été à 123,29%.

2.1.RECETTES BUDGETAIRES

La prévision annuelle de recettes budgétaires est passée de 2 023,150 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale à 2 054,674 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative puis à 2 057,222 milliards de FCFA suite à l'Arrêté n°2019-2297/MEF-SG du 14 août 2019 portant majoration du budget des Entrepôts maliens dans les ports de transit au Sénégal (EMASE) au titre de l'exercice 2019. Sur cette prévision rectifiée et majorée, les recouvrements se sont chiffrés, au 30 septembre 2019, à 1 306,050 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 63,49%.

2.1.1. Mobilisation des recettes budgétaires par les services d'assiette et de recouvrement

Les objectifs de recettes assignés aux services d'assiette et de recouvrement ont diminué de 0,09%, passant de 1 742,565 milliards de FCFA à 1 740,942 milliards de FCFA. Cette baisse s'explique essentiellement par celle de l'objectif assigné à la Direction générale des douanes, qui n'est pas totalement compensé par l'augmentation des prévisions de la Direction générale des impôts et de la Direction nationale des domaines.

Les recettes réalisées par les services d'assiette et de recouvrement représentent 91,60% des recettes budgétaires recouvrées au 30 septembre 2019. Leur contribution se chiffre ainsi à 1 196,375 milliards de FCFA et correspond à un taux de réalisation de 68,72% par rapport aux prévisions rectifiées des recettes budgétaires.

2.1.2. Mobilisation des recettes des budgets annexes

2.1.2.1. Prévisions

Les prévisions de recettes des budgets annexe au titre de l'exercice 2019 sont majorées de 2,548 milliards de FCFA, suivant l'Arrêté n°2019-2297/MEF-SG du 14 août 2019 portant majoration du budget des Entrepôts maliens dans les ports de transit au Sénégal (EMASE) au titre de l'exercice 2019. Ainsi, elles passent de 7,858 milliards de FCFA à 10,406 milliards de FCFA.

2.1.2.2. Réalisations

Sur ce montant, 5,766 milliards de FCFA ont été réalisés au 30 septembre 2019, soit un taux de recouvrement de 55,41% par rapport à l'objectif annuel. Le détail (voir le tableau 2).

Tableau 2. Situation de recouvrement des recettes des budgets annexes par entrepôts.

	Prévisions 2019 (en milliards de FCFA) (1)	Réalisations au 30 septembre 2019	Taux de réalisation (en %) (3) = [(2) / (1)] *100
Entrepôts maliens au Sénégal	5,557	2,497	44,93
Entrepôts maliens en Côte d'Ivoire	1,859	1,467	78,93
Entrepôts maliens au Togo	0,623	0,415	66,58
Entrepôts maliens en Guinée	0,649	0,395	60,88
Entrepôts maliens en Mauritanie	0,810	0,430	53,08
Entrepôts maliens au Ghana	0,653	0,36	55,21
Entrepôts maliens au Bénin	0,255	0,201	78,96
Total budgets annexes	10,406	5,766	55,41

Source : DGB, à partir des données fournies par les entrepôts du Mali à l'étranger, décembre 2019.

Il ressort de la lecture du tableau 2 que les entrepôts du Mali au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Togo enregistrent les niveaux de réalisation les plus élevés par rapport aux prévisions avec respectivement 78,96%, 78,93% et 66,58% de taux de recouvrement.

Les facteurs explicatifs des écarts enregistrés par rapport aux prévisions sont ci-dessous présentés pour certains entrepôts.

◆ Pour les Entrepôts du Mali au Bénin (EMABE) :

L'analyse des différents agrégats au 30 septembre 2019 nous donne comme réalisation 201 360 421 F CFA soit 78,96% sur une prévision de 255 000 000 F CFA au titre de l'année 2019. Par rapport à l'exercice 2018, il faut noter que le résultat de l'exercice 2018 était dans le budget des EMATO, car les EMABE sont une nouvelle création.

Ce niveau de réalisation au troisième trimestre 2019 s'explique par le fait que la CMDT a fait libérer le magasin des EMABE en décembre 2018 dans la perspective de faire transiter 80 000 Tonnes de Balles de coton par le Port de Cotonou. C'est en fin février 2019 pour des problèmes de transit sur le territoire Burkinabé que la CMDT a renoncé à l'opération.

◆ Pour les Entrepôts du Mali au Sénégal (EMASE) :

Les réalisations au 30 septembre 2019 font ressortir un gap de (116 millions de FCFA) par rapport aux réalisations au 30 septembre 2018.

Cette baisse s'explique par la chute drastique du trafic des marchandises sur le corridor Dakar-Bamako en juillet et Août 2019 pour deux (02) raisons fondamentales:

- l'arrêt pour une longue période des usines de production de ciment ayant entraîné des baisses drastiques de ressources au niveau des antennes de Diboli et de Mahinamine;

- la défectuosité de l'état de la route, entre Diema et Didieni en république du Mali et de Kidira à Tambacounda en république du Sénégal, ayant entraîné le basculement du trafic sur d'autres corridors;
- les grèves répétitives des transporteurs et des transitaires occasionnées par l'application du règlement 14 en certains points;

Les contraintes sont inhérentes à l'activité même du transport et les mesures à préconiser passent inéluctablement par la confection des routes et la relecture du règlement 14 en ses points de divergence.

◆ Pour les Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire (EMACI) :

Les réalisations au 30 septembre 2019 font ressortir une hausse de (200 millions de FCFA) par rapport aux réalisations au 30 septembre 2018. Cette évolution est imputable à l'amélioration du trafic et des moyens de recouvrement.

La situation des recouvrements par nature de recettes se présente comme suit:

- les recettes locatives ont été mobilisées à 51,51%, soit un montant réalisé de 220 millions de FCFA ;
- les recettes issues des prestations d'évacuation du fret solide ont été réalisées à hauteur de 39,29%;
- au titre des prêts et avances accordés aux agents, les remboursements réalisés sont à hauteur de 66,95% ;
- le niveau des recettes diverses a été réalisé à hauteur de 5 300 685;
- le niveau de réalisation des recettes locatives est 51,51%;
- la subvention accordée par les EMASE a été mobilisée à hauteur de 72%

◆ Pour les Entrepôts du Mali au Ghana (EMAGHA) :

Les réalisations au 30 septembre 2019 font ressortir une hausse de (79 millions de FCFA) par rapport aux réalisations au 30 septembre 2018. En dehors de la subvention accordée par les EMASE, mobilisée à 100%, les autres natures de recettes ont été faiblement mobilisées.

- les recettes issues de la redevance d'évacuation à l'importation ont été mobilisées à hauteur de 27,21% par rapport aux prévisions annuelles; cette évolution est liée à une amélioration du trafic sur le corridor ;
- seulement 0,67% des recettes issues de la redevance d'évacuation à l'exportation ont été mobilisées ; cette évolution est liée à une amélioration du trafic sur le corridor ; ce niveau de réalisation négligeable se justifie par le fait que les véhicules qui transportent des produits alimentaires provenant du Sénégal et du Maroc à destination du Burkina Faso ne font que transiter par l'antenne des EMAGHA à Hérémakono –Sikasso ;

- les recettes locatives ont été mobilisées à hauteur de 30,56% par rapport aux prévisions annuelles ; ce faible niveau de réalisation s'explique par l'échéance de paiement de ces recettes ;
- aucune réalisation n'a été effectuée au titre des produits financiers ;
- les produits sur les hydrocarbures ont été mobilisés à hauteur de 10,50% par rapport aux prévisions annuelles; cette évolution est liée à une amélioration du trafic sur le corridor ; cette baisse est due au fait que le gouvernement du Ghana, dans sa politique de réorganisation du secteur pétrolier, a mis en place un système jugé très compliqué pour les opérateurs pétroliers qui s'orientent vers les autres corridors ;
- la subvention accordée par les EMASE aux EMAGUI, mobilisée à 100%; cette augmentation est destinée à l'acquisition de véhicules ;
- quant aux prêts et avances accordés aux agents, ils ont été remboursés à hauteur de 7,50%, cette baisse s'expliquerait par le changement du taux de chancellerie qui passe de 137,10 FCFA pour 1 cédé ghanéen à 119,33 FCFA.

Par ailleurs, les EMAGHA font face à plusieurs contraintes, parmi lesquelles figurent:

- l'absence d'infrastructures et d'équipements adéquats pour l'entreposage du fret malien en import et en export, en transit par les ports du Ghana ;
- l'absence de représentations des services douaniers du Mali au Ghana, pour une meilleure collecte des informations sur le fret et la sécurisation des marchandises ; l'ouverture de la représentation est attendue aussi bien par les EMAGHA que les Autorités ghanéennes ;
- l'absence de mesures concrètes d'accompagnement des transporteurs dans le cadre du financement du renouvellement du parc des véhicules de transport de marchandises, de la mise aux normes des essieux édictés par le Règlement n°14/2005 ;
- la multiplicité des postes de contrôle ;
- la vétusté du parc auto malien sur le corridor ;
- l'absence de change monétaire entre les banques ghanéennes et maliennes
- les tracasseries sur le corridor ;
- l'absence de système informatique pour la production des documents de transport ;
- l'absence d'accord d'établissement entre le Mali et le Ghana ;
- la barrière linguistique (Français/ Anglais).

◆ Pour les Entrepôts du Mali au Togo (EMATO) :

Les réalisations au 30 septembre 2019 font ressortir un gap de (80 millions de FCFA) par rapport aux réalisations au 30 septembre 2018. Cette évolution est imputable à la faiblesse du trafic et des moyens de recouvrement. La situation des recouvrements par nature de recettes se présente comme suit :

- les recettes locatives ont été mobilisées à 88,88%, soit un montant réalisé de 88 millions de FCFA qui est en baisse par rapport 2018 ;
- les recettes issues des prestations d'évacuation du fret solide ont été réalisées à hauteur de 79,23% des prévisions mais sont en hausse de 10 364 201 par rapport à 2018;

- les produits financiers ont été mobilisés à hauteur de 135,09% des prévisions mais sont en baisse d'environ 690 874 FCFA par rapport à 2018, en raison du volume moins important des opérations ;
- aucun remboursement n'a été enregistré au titre des prêts et avances accordés aux agents ;
- le niveau des recettes diverses s'est amélioré par rapport à 2018, aussi bien en terme de valeur que de taux de réalisation (70,68% en 2019 contre 25,15% en 2018) ; cette amélioration se justifie par l'augmentation du nombre de conteneurs, bien que le trafic demeure en deçà des attentes ;
- le niveau de réalisation des produits sur les hydrocarbures s'est fortement dégradé par rapport à 2018, passant de 60,12% en 2018 à 15,43% en 2019, cette baisse importante s'explique par la faiblesse du trafic, en raison de création des EMABE qui constituaient une antenne des EMATO ;
- la subvention accordée par les EMASE aux EMATO a été mobilisée à hauteur de 173,33% des prévisions annuelles

De manière générale, la solution aux contraintes et difficultés liés à la faiblesse du trafic passe par l'intégration des EMATO au guichet unique du commerce extérieur du Togo, à l'instar d'autres pays tels que le Niger et le Burkina Faso.

◆ Pour les Entrepôts du Mali en Guinée (EMAGUI) :

Les réalisations au 30 septembre 2019 font ressortir une hausse de (123 millions de FCFA) par rapport aux réalisations au 30 septembre 2018. Sur les 395,044 millions de FCFA réalisés, 34,61% représentent les ressources propres issues exclusivement de l'activité des EMAGUI.

L'évolution enregistrée par rapport à 2018 s'explique par le fait qu'au-delà des Grands moulins du Mali, opérateur historique dans l'importation du Blé, plusieurs meuneries commencent à emprunter le Port autonome de Conakry pour leur importation de Blé, notamment : les Moulins Modernes du Mali (M3) et M'Bouna SA.

En outre, les paiements sont effectués avant l'établissement de l'ordre de mission, en exécution de la lettre circulaire des EMAGUI avec la collaboration et l'aide précieuse des services douaniers guinéens.

Les contraintes rencontrées par les EMAGUI sont essentiellement liées à : (i) l'exiguïté du Port, (ii) le mauvais état du corridor et (iii) l'insuffisance des moyens d'évacuations.

Par ailleurs, une partie du trafic local (Kankan-Mandiana-Badogo-Bougouni) échappe au contrôle des EMAGUI en l'absence d'antenne.

La situation des réalisations par grandes catégories de recettes se présente comme suit:

- les subventions accordées par les autres entrepôts aux EMAGUI représentent la part la plus importante de ses ressources (257,610 millions de FCFA), soit 65,21 00 des réalisations au 30 septembre 2019 ; 81,08% de ses subventions proviennent des EMASE ;
- la coordination des activités de transport et de transit a généré 97,284 millions de FCFA au 30 septembre 2019;

- quant à la gestion des installations, elle a permis de mobiliser 39,450 millions de FCFA durant le premier trimestre.

2.1.2.3. Perspectives pour le troisième trimestre de 2019

Les perspectives pour le troisième trimestre de 2019 sont ci-dessous présentées par entrepôts.

◆ Pour les Entrepôts du Mali au Sénégal (EMASE) :

Les grands chantiers ouverts, à savoir la construction des parkings gros porteur de M'Bao, de Sandiara et de Mahinamine, augurent de bons auspices à court et moyen termes pour les EMASE, en termes de diversification des sources de revenu et d'élargissement de l'assiette des redevances.

◆ Pour les Entrepôts du Mali au Ghana (EMAGHA) :

Pour faire face aux contraintes sus indiquées et améliorer le niveau de recouvrement des recettes, les EMAGHA envisagent:

- solliciter une hausse de la subvention pour couvrir les charges salariales ;
- concernant la redevance d'évacuation à l'importation :
 - renforcer la collaboration avec la section achats locaux de la douane du Ghana pour cerner les achats locaux ;
 - informer, former et sensibiliser les acteurs (transitaires, transporteurs) sur les avantages et les mesures incitatives du port de Tema ;
 - plaider auprès des autorités des deux pays pour la diminution des perceptions illicites des points de contrôle ;
- informer, former et sensibiliser les acteurs (transitaires, transporteurs) sur la fréquentation du port de Tema (coton, noix, peaux, produits alimentaires, etc...) pour améliorer le niveau de recouvrement de la redevance d'évacuation à l'exportation;
- informer, former et sensibiliser les acteurs (transitaires, transporteurs) sur la fréquentation du corridor pour l'achat de carburant et de gaz butane pour améliorer le niveau de recouvrement des produits sur hydrocarbures ;
- acquérir une parcelle pour construire des magasins d'entreposage, afin d'améliorer le niveau de recouvrement des recettes locatives ;
- relire le protocole d'accord de coopération en matière de transport routier entre la République du Mali et la République du Ghana et reprendre le protocole de bail entre la direction du port de Tema et les EMAGHA ;
- aménager un parking pour le stationnement des véhicules maliens ;
- créer des antennes à Bolgatanga et Koumassi pour cerner le fret liquide et solide.

◆ Pour les Entrepôts du Mali au Togo (EMATO) :

Les perspectives de réalisation de recettes par les EMATO pour le quatrième trimestre se chiffrent à 144,335 millions de francs CFA.

◆ Pour les Entrepôts du Mali en Guinée (EMAGUI) :

En termes de perspectives, un accent particulier sera mis sur le contrôle du trafic local à la frontière Mali-Guinée au niveau de l'antenne de Kouremalé.

Ainsi, grâce aux effets combinés des efforts de diminution des barrières non tarifaires sur le corridor, de l'amélioration sensible du nombre de rotation des camions observée depuis le début du mois de mars et la délivrance à temps des ordres de mission d'escorte, les EMAGUI espèrent pouvoir recouvrer 162,225 millions de FCFA durant le quatrième trimestre, dont 38,500 millions de FCFA à travers la coordination des activités de transport et de transit, 2,520 millions de FCFA à travers la gestion des installations.

2.1.3. Mobilisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor

Les prévisions de recettes inscrites dans la loi de finances 2019 pour les comptes spéciaux du Trésor n'ont également subi aucune modification. Elles s'élèvent à 118,729 milliards de FCFA. La situation de réalisation de ces recettes se présente comme suit:

Tableau 3. Situation de recouvrement des recettes des comptes spéciaux du Trésor.

Comptes spéciaux du Trésor	(en milliards de FCFA)		Taux de réalisation (en %) (3) = [(2) / (1)] *100
	Prévisions révisées 2019 (1)	Réalisations au 30 septembre 2019 (2)	
Programme de Développement des Ressources Minérales (PDRM)	0,605	-	-
Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière (FAPRP)	0,685	0,431	62,87
Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts (FAPFo)	1,021	0,418	40,88
Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune (FAPFa)	0,279	-	-
Fonds d'Appui Autonomisation Femme et Epanouissement Enfant (FAFE)	0,500	0,250	50,00
Fonds Financement Recherche, Formation et Promotion des Activités Minières	0,350	0,160	45,71
Fonds National d'Appui à l'Agriculture (FNAA)	5,000	-	-
Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique	2,617	-	-
Fonds de remboursement des crédits de TVA	64,691	64,363	99,49
Fonds National pour le Développement de la Statistique (FNDS)	2,981	0,942	31,61
Fonds de Développement Durable (FDD)	40,000	24,400	61,00
Total comptes spéciaux du Trésor	118,729	90,963	76,61

Source : DNTCP, décembre 2019.

Il ressort de la lecture du tableau 3 que le montant des recettes mobilisées à la date du 30 septembre 2019 s'élève à 90,963 milliards de FCFA, dont 64,363 milliards de FCFA réalisés pour le compte du Fonds de remboursement de crédits de TVA ; soit un taux de réalisation de 76,61% par rapport à l'objectif annuel. Ce niveau de réalisation est supérieur de 66 points de pourcentage à celui enregistré à la même période en 2018 et de 76,124 milliards de FCFA, en termes de valeur.

Le taux de réalisation le plus élevé est enregistré au niveau du Fonds de remboursement des crédits de TVA, soit 99,49% des prévisions.

2.1.4. Mobilisation des appuis budgétaires

Les appuis budgétaires inscrits au budget d'Etat sont constitués des dons au titre de l'appui budgétaire général (ABG) et des appuis budgétaires sectoriels (ABS).

Pour l'exercice budgétaire 2019, il est prévu de mobiliser, au titre de ces appuis, 87,151 milliards de FCFA, au lieu de 64,782 milliards de FCFA inscrits dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 34,53%.

Les ressources inscrites dans la loi de finances rectificative 2019 au titre des dons de l'ABG s'élèvent à 76,447 milliards de FCFA, contre 56,642 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 34,97%.

Cette augmentation se justifie par :

- le décaissement, par l'Union Européenne, du reliquat de son ABG de 2018, d'un montant de 6,887 milliards de FCFA relatif à la mise en œuvre du Contrat d'appui à la réforme de l'Etat et la consolidation de l'Etat de droit au Mali (SBC III) et celui de la réforme sectorielle du secteur de la Sécurité Alimentaire, Nutritionnelle et de l'Agriculture Durable (SANAD), dont 5,575 milliards de FCFA préalablement autorisés par le Décret n°2019-0049/P-RM du 07 février 2019 portant autorisation d'encaissement de ressources additionnelles au titre de l'exercice budgétaire de 2019 ;
- l'augmentation, du financement de la Banque Mondiale, de 6,358 milliards de FCFA;
- l'octroi par la France au Mali d'un ABG de 6,560 milliards de FCFA préalablement autorisé par le Décret n°2019-0049/P-RM du 07 février 2019 portant autorisation d'encaissement de ressources additionnelles au titre de l'exercice budgétaire de 2019.

Quant aux prévisions de ressources de l'ABS, elles se chiffrent désormais à 10,704 milliards de FCFA, contre 8,140 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 31,50%.

Cette augmentation s'explique par:

- le financement par l'Agence Française de Développement (AFD), à hauteur de 0,966 milliard de FCFA, du Programme d'appui à l'amélioration des finances publiques;
- l'augmentation, du financement de la Coopération Suisse au bénéfice du Programme Partenariats pour l'Exercice d'une Gouvernance Approchée (PEGA 5), de

0,656 milliard de FCFA:

- le report des reliquats de l'ABS décentralisé de la Coopération Suisse, d'un montant de 0,408 milliard de FCFA et de celui du Canada en faveur de la santé, d'un montant de 0,534 milliard de FCFA;

En termes de réalisation, les décaissements effectués par les partenaires techniques et financiers au titre de l'ABS se chiffrent à 3,800 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 35,50% par rapport aux prévisions annuelles révisées. Ces décaissements ont été effectués par la coopération Suisse et le Canada.

Comparés aux décaissements réalisés à la même période en 2018, ce niveau de réalisation est en hausse de 0,425 en termes de valeur et en baisse de 10 points de pourcentage, en termes de taux de réalisation par rapport à l'objectif annuel.

En ce qui concerne les ABG, 13,400 milliards de FCFA ont été décaissés durant le troisième trimestre par l'Union européenne (6,888 milliards de FCFA) et par l'AFD (6,550 milliards de FCFA).

2.1.5. Mobilisation des dons projets au titre du financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI financement extérieur)

Pour l'exercice budgétaire 2019, des crédits d'un montant de 146,845 milliards de FCFA ont été inscrits dans la loi de finances rectificative au titre des dons projets et legs, contre 136,067 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 7,92%.

Cette augmentation provient du financement par le Luxembourg, à hauteur de 10,778 milliards de FCFA, de projets relatifs: au « Développement rural et la Sécurité alimentaire », à la « Formation et l'insertion professionnelle », à la « Décentralisation et la bonne gouvernance », au « Développement durable dans les régions de Gao et de Kidal », dans le cadre de la mise en œuvre du Programme indicatif de coopération 2015-2019.

Sur ce montant révisé, 58,700 milliards de FCFA ont été réalisés au 30 septembre 2019, soit un taux de réalisation 39,79% par rapport à l'objectif annuel.

Comparé aux décaissements réalisés à la même période en 2018, ce niveau de réalisation est en hausse de 24,440 milliards de F CFA en termes de valeur et en baisse d'environ 2 point de pourcentage, en termes de taux de réalisation par rapport à l'objectif annuel.

La répartition de ces réalisations par ministère se présente comme suit:

Tableau 4. Répartition des dons projets par ministère.

Ministères	(en millions de FCFA)		(en %)	
	Prévisions révisées 2019 (1)	Réalisations au 30 septembre 2019	Taux de décaissement (3) = [(2) / (1)] *100	Part de chaque ministère (4)
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	5 737	3 834	66,83	6,53
MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT	30 247	776	2,57	1,32
MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	4 552	3 637	79,90	6,20
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	23 327	12 607	54,04	21,48
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	5 103	1 218	23,87	2,07
COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	1 193	734	61,53	1,25
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	46 583	18 147	38,96	30,91
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	5 000	3 057	61,14	5,21
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION	5 589	3 260	58,33	5,55
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	17 610	11 391	64,68	19,41
MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	50	39	78,00	0,07
Total	146 845	58 700	39,97	100,00

Source : DNPd, décembre 2019

Il ressort du tableau 4 que les décaissements les plus importants réalisés au titre des dons projets, en termes de valeur, ont été enregistrés au niveau des ministères de l'énergie et de l'eau (30,91% des décaissements), de l'agriculture (21,48% des décaissements), de l'économie et des finances (19,41% des décaissements).

Quant aux taux de décaissements les plus élevés, ils ont été réalisés par les ministères de l'emploi et de la formation professionnelle (79,90%), des maliens de l'extérieur (78,00%) et de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable (66,83% des décaissements).

Le faible niveau de décaissement s'explique par le fait (i) qu'un nombre important de projets sont à leur phase de démarrage durant laquelle la mobilisation des ressources est lente, ainsi que (ii) le retard accusé par les gestionnaires de projet dans la transmission des données relatives aux décaissements.

2.1.6. Mobilisation des recettes exceptionnelles

Les prévisions de recettes exceptionnelles demeurent inchangées. Elles se chiffrent à 17,839 milliards de FCFA, en baisse de 6,09% par rapport aux prévisions de 2018. Elles sont constituées uniquement de recettes de remise et d'annulation de dette au titre de l'initiative PPTE³.

Sur ce montant, 1,410 milliard de FCFA a été réalisé au 30 septembre 2019, correspondant à un allègement de la dette au titre de l'initiative PPTE, dont 1,297 milliard de FCFA de principal.

2.2. RESSOURCES DE TRESORERIE

Les ressources de trésorerie sont constituées (i) des produits de cessions d'actifs, (ii) des remboursements des prêts et avances, (iii) des emprunts obligataires et (iv) des dépôts sur les comptes des correspondants. Ces ressources sont réalisées par la Direction Nationale des Domaines (DND), la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE), la Direction Générale de la Dette publique (DGDP), et par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP).

Dans la loi de finances rectificative, elles ont enregistré une baisse de 4,93% par rapport aux prévisions initiales, passant de 378,305 milliards de FCFA à 359,663 milliards de FCFA.

Cette diminution nette résulte de: (i) l'augmentation, du montant du prêt d'ABG de la Banque mondiale, de 75,358 milliards de FCFA, d'une part et (ii) la réduction, de 94,000 milliards de FCFA, des prévisions de financement extérieur des projets inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI), en raison du faible niveau de décaissement des ressources, observé au 31 mai 2019, d'autre part.

De manière globale, les prévisions rectifiées de ressources de trésorerie ont été réalisées, à la fin du troisième trimestre, à hauteur de 123,29%, soit un montant recouvré de 443,425 milliards de FCFA.

Comparé aux ressources mobilisées à la même période en 2018, ce niveau de réalisation est en hausse de 307,798 milliards de F CFA en termes de valeur et de 78 points de pourcentage, en termes de taux de réalisation par rapport à l'objectif annuel.

Le tableau 5 présente, de manière détaillée, la situation d'exécution des ressources de trésorerie au 30 septembre 2019 par rapport aux objectifs annuels.

³PPTE : Pays Pauvres Très Endettés.

Tableau 5. Situation d'exécution des ressources de trésorerie.

Ressources	(en milliards de FCFA)		Taux de réalisation (en %) (3) = [(2)/(1)]*100
	Prévisions révisées 2019 (1)	Réalisations au 30 (2)	
Produits provenant de la cession des actifs	64,435	7,213	11,19
Aliénations du domaine mobilier	0,385	0,323	83,90
Aliénations du domaine immobilier	14,050	6,890	49,04
Recettes de privatisation	50,000	-	
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	191,267	137,056	71,66
Produits des emprunts projets	89,267	71,742	80,37
Produits des emprunts programmes	102,000	65,313	64,03
Dépôts sur les comptes des correspondants	94,369	295,000	312,60
Remboursement de prêts et avances	9,592	4,007	41,77
Total ressources de trésorerie	359,663	443,425	123,29

Source: DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, décembre 2019

Il ressort de la lecture du tableau 5 qu'au 30 septembre 2019, les produits de cessions des actifs ont été réalisés à 11,19%, contre 16,86% à la même période en 2018. Ces produits se répartissent entre les recettes d'aliénations d'immeubles et de titres fonciers réalisées par la DND, ainsi que celles issues des réformes de matières et matériels effectuées par la DGABE et versées aux guichets de la DND pour 323 millions de FCFA, soit un total de 7,213 milliards de FCFA, contre 2,141 milliards de FCFA à la même période en 2018.

Quant aux remboursements des prêts et avances, ils ont été recouverts à 41,77% à la fin du troisième trimestre, contre 40,24% à la même période en 2018. L'écart, en valeur, par rapport aux réalisations de 2018 enregistre un gap de (0,166 milliards de FCFA).

Sur la même période, 295,000 milliards de FCFA ont été mobilisés à partir des dépôts sur les comptes des correspondants du Trésor sur une prévision annuelle de 94,369 milliards de FCFA, contre 3,485 milliard de FCFA mobilisés au 30 septembre 2018.

Enfin, au titre des produits des emprunts à court, moyen et long termes, il a été enregistré, au cours du troisième trimestre, un décaissement de 137,056 milliards de FCFA sur une prévision révisée de 191,267 milliards de FCFA. Ce montant, en hausse de 10,236 milliards de F CFA par rapport aux réalisations du troisième trimestre 2018, a été mobilisé uniquement au titre des produits des emprunts projets inscrits au BSI.

Le détail des réalisations, au titre des produits des emprunts projets, se présente comme suit:

Tableau 6. Répartition des produits des emprunts projets par ministère.

Ministères	(en millions de FCFA)		(en %)	
	Prévisions révisées 2019 (1)	Réalisations au 30 septembre 2019	Taux de décaissement (3) = [(2) / (1)] * 100	Part de chaque ministère (4)
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	842	207	24,58	288,53
MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT	8 492	18 739	220,67	261,20
MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	3 700	5 165	139,59	71,99
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	26 530	17 749	66,90	247,40
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	6 313	5 749	91,07	80,13
COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	-			
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	43 390	24 133	55,62	336,39
Total	89 267	71,742	0,08	100,00

Source : DNPd, novembre 2019.

Il apparaît dans le tableau 6 que les décaissements les plus importants réalisés au titre des prêts projets ont été enregistrés au niveau des départements de l'énergie et de l'eau (336,39% des décaissements), de l'environnement et de l'assainissement (288,53% des décaissements) et des infrastructures et de l'équipement (261,20% des décaissements).

Quant aux taux de décaissements, les plus élevés ont été observés au niveau des ministères des infrastructures et de l'équipement (220,67% des prévisions), de l'emploi et de la formation professionnelle (139,59% des prévisions), de l'élevage et de la pêche (91,07% des prévisions).

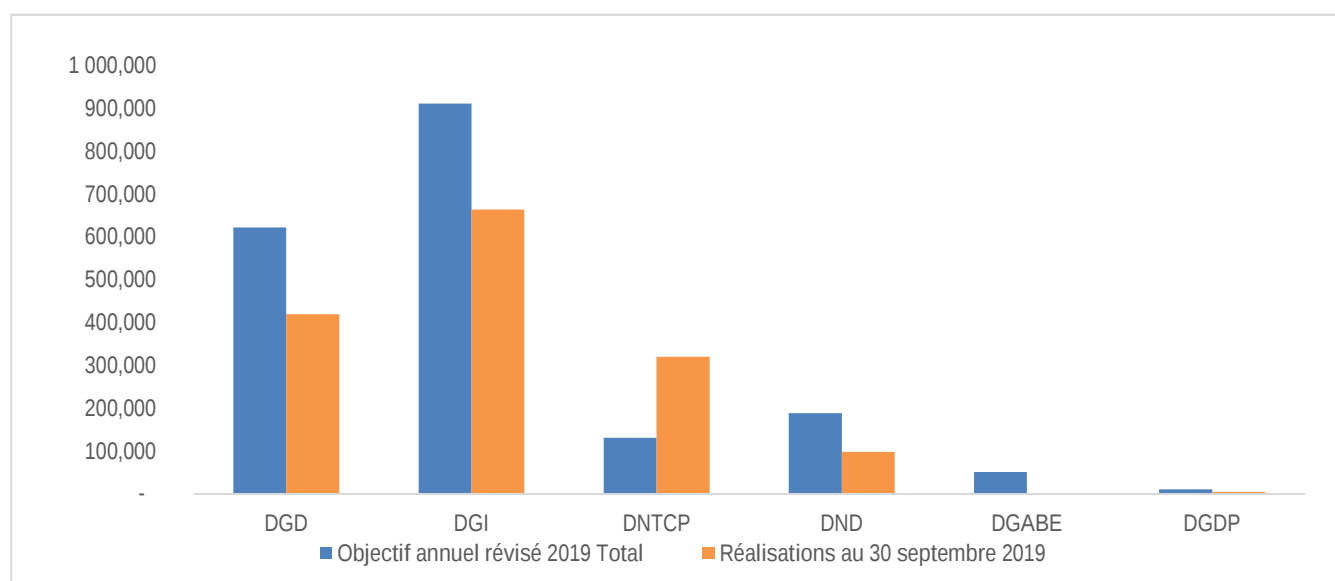
2.3. ANALYSE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES GLOBALES PAR SERVICE

Prévues à hauteur de 1 909,338 milliards de FCFA en valeur brute dans la loi de finances rectificative, les ressources globales à mobiliser par les services d'assiette et de recouvrement (recettes budgétaires et charges de trésorerie), sont en légère baisse de 0,08% par rapport aux prévisions initiales. Sur ce montant, il a été réalisé 1 502,743 milliards de FCFA au 30 septembre 2019, soit un taux de recouvrement de 78,70%. Ces recouvrements représentent 87,08% du total des ressources mobilisées et confirment une reprise dans la mobilisation des ressources par rapport à l'exercice 2018 (83,31% à la même période en 2018).

En sus des 1 196,375 milliards de FCFA de recettes budgétaires sus-indiquées (Cf. supra point 2.1.1), elles intègrent 306,369 milliards de FCFA de ressources de trésorerie, correspondant aux dépôts sur les comptes des correspondants, aux produits de cessions d'actifs et aux remboursements de prêts et avances.

La situation des recouvrements ainsi que la part de chaque service dans le total des ressources mobilisées sont présentées dans les graphiques 1 et 2.

Graphique1: Situation des recouvrements par service

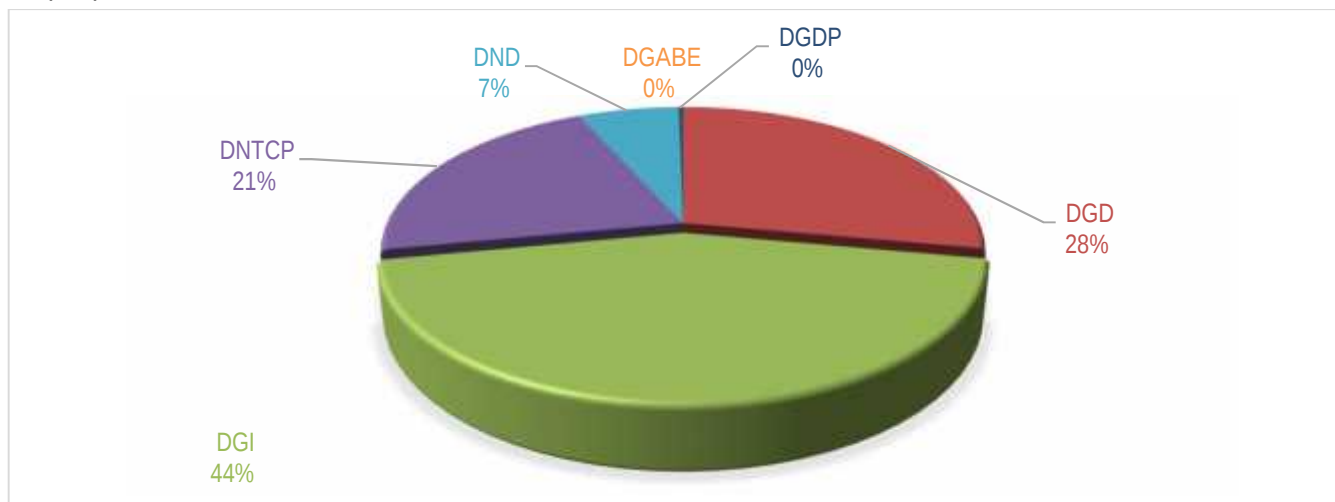


Source: DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, décembre 2019

Il apparaît dans le graphique 1 que le taux de réalisation le plus élevé a été enregistré par la Direction Générale des Impôts (72,83%), suivie par la Direction générale des douanes (67,43%).

En termes de parts réalisées dans le total des ressources mobilisées par les services d'assiette au 30 septembre 2019, celles de la Direction générale des impôts s'élèvent à 44,14% et celles de la Direction générale des douanes à 27,86%, comme schématisées dans le graphique 2

Graphique2: Part des recouvrements des services dans le total des ressources



Source: DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, décembre 2019

DIRECTION GENERALE DES DOUANES

A. Rappel des objectifs quantifiés

Pour l'exercice 2019, les prévisions de recouvrement des recettes douanières sont été fixées, dans la loi de finances rectificative, à 621 milliards FCFA, contre 689,100 milliards FCFA dans la loi de finances initiale, soit une réduction de 9,88%. Sur cette prévision révisée, 185 milliards FCFA représentent les recettes sur les produits pétroliers et 436 milliards FCFA, celles sur les autres marchandises.

B. Réalizations des recettes douanières

Tableau 7. Situation des réalisations de recettes douanières.

(En milliards de FCFA)

Bureaux		Réalisations au 30 septembre 2018	Réalisations au 30 septembre 2019	Prévisions LFI 2019	Prévisions LFR 2019
Produits pétroliers	Réalisations	112,477	123,972	220,000	185,000
	Prévisions	158,082	138,638		
	Ecart	-45,605	-14,666		
	Couverture	71,15%	89,42%		
Produits non pétroliers	Réalisations	289,855	294,751	469,100	436,000
	Prévisions	322,007	316,012		
	Ecart	-32,152	-21,261		
	Couverture	90,02%	93,27%		
Total	Réalisations	402,330	418,723	689,100	621,000
	Prévisions	480,089	454,650		
	Ecart	-77,759	-35,927		
	Couverture	83,80%	92,10%		

Source: DGD, 30 septembre 2019.

Comme l'illustre le tableau 7, sur une prévision brute révisée de recettes de 621,000 milliards de FCFA, la DGD a réalisé 418,723 milliards de FCFA au 30 septembre 2019, soit un taux de réalisation de 92,10%. Ce taux de réalisation est supérieur de 8 points de pourcentage à celui enregistré à la même période en 2018.

La répartition par groupe de produits est la suivante :

a. Recettes issues des produits pétroliers

Sur une prévision annuelle révisée de 185,000 milliards de francs CFA, il a été réalisé sur les produits pétroliers, au 30 septembre 2019, la somme de 123,972 milliards de francs CFA, correspondant à un taux de réalisation de 89,42%.

Deux facteurs (volumes et prélèvement) ont eu un impact négatif sur les recettes pétrolières au troisième trimestre 2019 :

1. La tendance haussière des prix fournisseurs : en effet, de janvier à septembre 2019, les prix fournisseurs des produits pétroliers ont affiché une tendance fortement haussière. Ainsi, le prix du supercarburant a gagné 86,77F/litre sur la période et celui du gasoil a gagné 31,14F/litre, soit des hausses respectives de 32,06% et 10,80%.

De mars à mai la hausse cumulée du prix du supercarburant est de +113,87F/L.

2. La contraction des mises à la consommation : Aussi, la raison fondamentale de la contraction prévisionnelle des recettes TIPP est la baisse du taux de TIPP pour faire face à la montée des prix fournisseurs.

Cette hausse des prix fournisseurs s'est traduite par une baisse des prélèvements fiscaux dans le but de sauvegarder le pouvoir d'achat du consommateur.

b. Recettes issues des produits non pétroliers

Sur une prévision annuelle révisée de 436,000 milliards de francs CFA, il a été réalisé sur les produits non pétroliers, la somme de 294,751 milliards de francs CFA ; correspondant à un taux de réalisation de 93,27%. Ce niveau de réalisation est supérieur par rapport à celui enregistré à la même période en 2018.

les recettes sur les produits non pétroliers ont subi des facteurs conjoncturels moins favorables.

- les effets directs se traduisant par le fait que les trois régions du nord ainsi qu'une partie de celles du centre et du sud qui, jusque-là échappaient à l'emprise de l'insécurité, sont de nos jours dans le rayon sécuritaire ;
- les effets collatéraux résultant des infiltrations frauduleuses à partir de ces régions, telles que celles à partir du Niger pour 167,5 milliards F CFA de valeurs importées en 2018 et 46,3 milliards F CFA de janvier à février 2019 avec des manques à gagner respectifs de 15,8 milliards F CFA en 2018 et 4,4 milliards F CFA en 2019 ;
- la morosité économique née de cette situation d'insécurité ayant entraîné dans bien de cas des changements dans la structure des importations, certains produits pourvoyeurs de recettes (cigarettes, machines, appareils et matériels mécaniques) sont moins importés;
- les mouvements sociaux intervenus dans les principaux pays de desserte comme au Sénégal et au Burkina Faso ;
- les mesures de soutien aux consommateurs suite à la réduction de la base taxable du riz de 200 000 F CFA/tonne à 100 000 F CFA/tonne, avec un manque à gagner estimé à 6,2 milliards F CFA en budget d'Etat;
- l'impact de la prise en charge des anticipations intervenues en 2018.

Tableau 8. Situation des réalisations de recettes douanières par nature.

(En milliards de FCFA)

Droits et taxes	Réalisations janvier - septembre	Prévisions annuelles
TVA importations	236 859	350 220
Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP)	40 903	60 673
Taxes locales sur les tabacs	14 472	21 467
Taxe sur les colas	47	70
Taxe sur le sel	0	0
Impôt spécial sur les boissons	855	1 270
Taxes sur les balles	0	0
Taxe Dégressive de Protection (TDP)	0	0
Droits de douanes	108 855	161 467
Redevances statistiques	14 226	21 102
Intérêt de Crédit	380	564
Autres recettes en douane	376	574
Taxe Conjoncturelle à l'Importation (TCI)	72	106
Plombs et imprimés	5	7
Amendes et confiscations	1 371	2 033
Ventes en douanes	13	20
Taxe sur autres produits	0	1
Droits de magasinage et de dépôts	15	22
Recettes / exercices antérieurs	273	1 405
Total recettes	418 723	621 000

Source: DGD, décembre 2019.

Il ressort de la lecture du tableau 8 que la TVA à l'importation représente le montant le plus important des recettes douanières, soit 236,859 milliards de F CFA des recouvrements, suivie des droits de douanes 108,855 milliards de F CFA et de la TIPP 40,903 milliards de F CFA.

c. Mesures correctrices

Afin de rattraper le gap enregistré au cours du premier trimestre et booster les réalisations de recettes douanières, la DGD a prévu de mettre en œuvre un ensemble de mesures. Il s'agit principalement de :

- renforcer le contrôle interne, dans le cadre de l'amélioration de la prise en charge des marchandises, à travers l'apurement systématique des T1 et des manifestes ;
- suivre rigoureusement la validation des T1 et l'apurement des manifestes ;
- transmettre en temps réel les données d'expédition des cargaisons à partir des représentations de Dakar et d'Abidjan ;
- renforcer le suivi de la prise en charge des marchandises aux frontières en :
 - o exploitant les données transmises par les représentations à Abidjan et à Dakar ;

- o procédant à des remises documentaires douanes-douanes ;
- renforcer le contrôle de la gestion des entrepôts ;
- renforcer le contrôle de la destination privilégiée des marchandises exonérées ;
- renforcer le suivi du transit des marchandises ;
- renforcer le scanning des marchandises et l'exploitation des résultats des scanners ;
- maîtriser la base taxable ;
- renforcer le contrôle des certificats d'origine ;
- procéder au recouvrement des impayés sur exercices antérieurs ;
- poursuivre le déploiement des bases de lutte contre la fraude ;
- renforcer les moyens d'intervention des Brigades Mobiles d'Intervention (BMI) dans le cadre de la lutte contre la fraude et la criminalité organisée.

C. Perspectives de recouvrement pour le quatrième trimestre 2019

Tableau 9. Situation des réalisations de recettes douanières.

(En milliards de FCFA)

Bureaux	Perspectives pour le quatrième trimestre 2019			
	Octobre	Novembre	Décembre	Total
Produits pétroliers	12 500,00	14 713,00	14 713,00	41 926,00
Produits non pétroliers	32 000,00	34 565,00	34 565,00	101 130,00
Total	44 500,00	49 278,00	49 278,00	143 056,00

Source: DGD décembre 2019

Comme cela ressort dans le tableau 9, les perspectives de recouvrement de la DGD pour le quatrième trimestre 2019 sont globalement fixées à 143,056 milliards de FCFA, dont 41,926 milliards de francs CFA sur les produits pétroliers et 101,130 milliards de francs CFA sur les autres marchandises. Compte tenu de la révision à la baisse des prévisions de recettes douanières, la DGD a mis à jour son plan d'actions opérationnel, afin d'atteindre les objectifs révisés.

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

A. Rappel des objectifs

Les objectifs de recettes assignées à la Direction Générale des Impôts (DGI) dans la loi de finances rectificative s'élèvent à la loi de finances 2019 s'élèvent à 910,700 milliards de francs CFA, contre 908,700 milliards de francs CFA dans la loi de finances initiale. Sur ce montant, il était prévu de réaliser 661,890 milliards de francs CFA au 30 septembre 2019.

B. Réalisations

En fin septembre 2019, il a été réalisé 663,302 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 100,21%.

A la même période en 2018, la DGI avait réalisé 457,355 milliards de FCFA sur un objectif semestriel fixé à 619,199 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 73,86%.

Tableau 10. Situation des prévisions et réalisations de recettes par la DGI en 2018 et 2019.

Désignation des Impôts	EXERCICE 2018			EXERCICE 2019		
	Prévisions au 30 septembre (en milliards de francs CFA)	Réalisations au 30 septembre (en milliards de francs CFA)	Taux de réalisation (en %)	Prévisions révisées au 30 septembre (en milliards de francs CFA)	Réalisations au 30 septembre (en milliards de francs CFA)	Taux de réalisation (en %)
Impôts directs	341 563	258 350	75,64	348 105	350 176	100,59
Impôts indirects	259 038	177 480	68,52	282 554	290 370	102,77
Enregistrements et timbre	18 598	21 525	115,74	31 231	22 756	72,86
Total	619 199	457 355	73,86	661 890	663 302	100,21

Source: DGI, décembre 2019.

De l'examen du tableau 10, il ressort qu'au 30 septembre 2019, la DGI a été performante dans la mobilisation des impôts directs et indirects avec des taux de réalisations s'élevant respectivement à 100,59% et 102,77% par rapports aux objectifs semestriels.

Quant aux droits d'enregistrement et de timbre, ils ont été recouverts à 72,86%, dégageant un gap de (8,475 milliards de FCFA) par rapport à l'objectif semestriel.

Comparés aux montants recouverts sur la même période en 2018 :

- les impôts directs ont dépassé leur niveau de 2018 de 75,866 milliards de francs CFA, soit une augmentation de 27,66% ;
- les impôts indirects ont également dépassé leur niveau de 2018, l'excédent se chiffre à 89,907 milliards de francs CFA, soit un accroissement de 44,88% ;
- quant aux droits d'enregistrement et timbre, ils n'ont pas atteint leur niveau de 2018, le gap constaté est de (2,403 milliards de francs CFA), soit une baisse de 9,55%.

Graphique 3. Evolution comparative des recettes fiscales mensuelles de janvier à juillet 2018 et 2019.



Source: DGI, décembre 2019.

De l'analyse du graphique, on constate que les réalisations de janvier à septembre 2018 sont inférieures à celles de 2019 et la tendance est renversée seulement en avril 2019.

En somme, la mise en œuvre des mesures issues des rapports d'assistance technique, notamment celles relatives à l'intensification des actions de recouvrement et au mécanisme de suivi rapproché institué par la DGI, ont beaucoup contribué à l'amélioration de la performance des structures chargées du recouvrement et, à l'atteinte des objectifs de recettes du premier trimestre 2019. La DGI entend poursuivre durant les mois à venir la mise en œuvre de ces mesures et renforcer davantage le suivi par l'automatisation des indicateurs de gestion.

DIRECTION NATIONALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

Les objectifs de recettes assignés à la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité publique (DNTCP) dans la loi de finances initiale demeurent inchangés dans la loi de finances rectificative. Ils s'élèvent à 35,900 milliards de FCFA.

A la date du 30 septembre 2019, les prévisions cumulées de recettes à réaliser par la DNTCP, se chiffrent à 26,355 milliards de FCFA

La situation d'exécution de ces prévisions et les perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre 2019 sont ci-dessous présentées.

A. Prévisions et réalisations de recettes au 30 septembre 2019

Les réalisations cumulées du 1^{er} janvier 2019 au 30 septembre se chiffrent à 24,492 milliards de F.CFA contre une réalisation cumulée fin septembre 2018 de 24,267 milliards de F.CFA, soit une augmentation des réalisations de 1%. Le taux de réalisation par rapport à la prévision au 30 septembre 2019 est 93% et le reste à réaliser est de 1,863 milliard de FCFA. Les réalisations au 30 septembre 2019 se répartissent en Impôts et taxes pour 18,916 milliards de FCFA, recettes PMU-MALI pour 5,395 milliards de FCFA et recettes CASINO pour 0,180 milliard de FCFA contre respectivement 19,030 milliards de FCFA, 5,096 milliards de FCFA et 0,141 milliard de FCFA en fin septembre 2018.

Les réalisations de ressources de trésorerie se chiffrent à 6,860 milliards de FCFA au 30 septembre 2019. Concernant les charges de trésorerie, elles sont exécutées à hauteur de 6,068 milliards de FCFA à la même date.

Au 30 septembre 2019, les appuis budgétaires encaissés sont de 66,3 milliards de FCFA dont 3,8 milliards de FCFA d'ABS, 13,4 milliards de FCFA de Dons et 49,1 milliards de FCFA de Prêts. En fin septembre 2018, les appuis budgétaires encaissés se chiffraient à 60,056 milliards de FCFA dont 3,4 milliards de FCFA d'ABS, et 57,252 milliards de FCFA de prêts.

Les recettes réalisées au titre des comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 90,963 milliards de FCFA.

Les réalisations par nature de recettes se présentent ainsi comme suit :

Les recettes fiscales : au 30 septembre 2019, les réalisations se chiffrent à 17,278 milliards de FCFA contre 16,877 milliards de FCFA en 2018. Le reste à réaliser se chiffre à 0,722 milliard de FCFA.

Les recettes non fiscales : elles sont réalisées à 7,214 milliards de FCFA en fin septembre 2019 contre 7,391 milliards en 2018.

B. Perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre 2019

Les recettes réalisées au cours du dernier trimestre par la DNTCP sont de 11,408 milliards de FCFA dont 5,903 milliards d'impôts et taxes, 5,405 milliards de FCFA de recettes du PMU-MALI et 0,101 milliard de FCFA de recettes CASINO.

Afin de réaliser cet objectif, la DNTCP a mis en œuvre les mesures suivantes:

1. suivi des versements réguliers par le PMU-MALI des prélèvements de 10% sur ses jeux de hasard (les paris sur les courses de chevaux, le pari sportif, le loto et le cash-chrono) ;
2. suivi des différentes régies afin qu'elles reversent leurs recettes conformément à la réglementation en vigueur ;
3. suivi et contrôle des CASINO ;
4. suivi et contrôle des postes comptables à l'étranger.

DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES

Les réalisations de recettes de la Direction Nationale des Domaines (DND) au troisième trimestre

2019 ainsi que les perspectives de recouvrement pour le quatrième trimestre 2019, sont ci-dessous présentées.

A. Prévisions

Les objectifs de recettes assignés à la DND passent de 123,300 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale de 2019 à 187,800 milliards de FCFA, soit une augmentation de 52,31%. Cette prévision se décompose comme suit :

- 108,865 milliards de FCFA de recettes budgétaires dont 76,031 milliards de FCFA attendus durant le troisième trimestre ;
- 14,50 milliards de FCFA de ressources de trésorerie dont 10,788 milliards de FCFA attendus au troisième trimestre.

B. Réalisations

Comme l'illustre les données du tableau 13, la contribution de la DND à la réalisation des objectifs de recettes du troisième trimestre s'est chiffrée à 96,033 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 108,91%, contre 40,98% à la même période en 2018.

Tableau 11. Situation de réalisation des prévisions de recettes de la DND en milliards de FCFA.

Nature	Prévisions au 30 septembre 2018	Réalisations au 30 septembre 2018	Taux de réalisation (%)	Prévisions au 30 septembre 2019	Réalisations au 30	Taux de réalisation (%)
Recettes budgétaires	136,399	56,144	41,16.....	78,339	89,858	
Recettes fiscales	42,815	30,500	71,24	35,231	40,569	
Taxe sur la plus-value de cession	0,828	1,092	131,91	1,025	1,323	129,15
Taxe sur frais d'édilité	0,274	0,222	80,87	0,273	0,261	95,72
Taxe ad valorem	30,400	21,706	71,40	27,267	28,139	103,20
Taxe d'extraction	0,162	0,188	116,03	0,159	0,315	197,98
Prélèvement honoraires greffiers	0,105	0,104	98,67	0,224	0,134	59,85
Droits d'enregistrement	9,268	5,616	60,59	4,701	8,106	172,41
Enregistrement des locations verbales	0,231	0,141	60,94	0,314	0,398	126,47
Droits de conservation foncière	1,169	1,139	97,44	0,818	1,502	183,61
Droit de timbres	0,377	0,293	77,77	0,449	0,392	87,18
Recettes non fiscales	54,369	10,085	18,55	2,352	15,932	677,35
Redevances superficielles	0,403	0,359	89,13	0,410	0,414	100,99
Concessions ordinaires	53,339	9,306	17,45	0,821	14,897	1815,10
Loyers administratifs	0,221	0,257	116,32	0,748	0,171	22,80
Pénalités	0,405	0,163	40,22	0,373	0,450	120,59
Produits financiers	39,216	15,559	39,67	40,756	33,356	
Dividendes des autres sociétés	16,538	12,267		22,538	18,846	83,62
Dividendes des sociétés minières	22,678	3,292	14,52	18,218	14,509	79,64
Ressources de trésorerie	7,427	2,796	37,64	10,789	7,213	66,85
Aliénations d'immeubles et TF	7,162	2,428	33,90	10,501	6,890	65,61
Aliénations de meubles	0,265	0,367	138,71	0,288	0,323	112,21
TOTAL	143,826	58,940	40,98	89,128	97,070	108,91

Source: DND, décembre 2019.

a. Recettes budgétaires

La contribution de la DND à la réalisation des objectifs de recettes budgétaire au cours du premier trimestre s'est chiffrée 89,859 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 114,70% de la prévision trimestrielle.

Ce montant est supérieur de 89,23% à celui réalisé à la même période en 2018. Il représente 92,57% des ressources mobilisées par la DND, dont 45,15% de recettes fiscales, 17,73% de recettes non fiscales et 37,12% de produits financiers.

Les augmentations les plus significatives s'expliquent essentiellement par :

- la performance réalisée dans le recouvrement de la Taxe Ad Valorem (TAV), soit 103% des prévisions du trimestre et 31,32% des recettes budgétaires ; cette performance s'explique par l'amélioration du suivi des déclarations de la TAV des sociétés minières ; le montant réalisé au titre de la TAV intègre 3,088 milliards de FCFA recouverts sur les émissions de l'exercice 2018 ;
- l'amélioration du niveau de recouvrement des droits d'enregistrement, suite au redressement des prix de cession des actes de mutation présentés à l'enregistrement ;

- l'amélioration du niveau de recouvrement des produits financiers (dividendes des sociétés minières et des autres sociétés), dont les réalisations sont supérieures de 17,797 milliards de FCFA à ceux réalisés au 30 septembre 2018 ; cette amélioration s'explique en partie par le recouvrement de 2 milliards de FCFA sur les déclarations de 2018, représentant le reliquat des dividendes à verser par la CMDT.
- le niveau exceptionnellement élevé des recouvrements au titre des concessions ordinaires (1815% des prévisions du trimestre), provenant de la vente de la licence 4G à la SOTELMA-MALITEL.

b. Ressources de trésorerie

Les réalisations de ressources de trésorerie durant le troisième trimestre se sont chiffrées à 7,213 milliards de francs CFA, contre 2,796 milliard de francs CFA à la même période en 2018, soit un accroissement de 6,825% et un taux de réalisation de 37,64% par rapport aux prévisions du trimestre.

Ce faible niveau de réalisation se justifie par le non versement par l'ACI du reliquat des produits issus de la vente des bâtiments, qui se chiffre à plus de 8 milliards de FCFA. Il s'explique aussi par l'effet d'annonce de la révision des prix de cession des terrains sur le comportement des usagers.

Le niveau de recouvrement connaîtra certainement une amélioration significative au cours du dernier trimestre à la suite de l'adoption, le 30 janvier 2019 en Conseil des ministres, de nouveaux décrets portant fixation des prix de cession et redevances des terrains du domaine privé de l'Etat.

Pour ce faire, des instructions ont été données aux structures de recouvrement de réévaluer les anciennes autorisations de paiement sur la base des nouveaux prix et redevances et d'adresser

des lettres de notification aux requérants afin, de les inviter à s'acquitter des droits et taxes dûs lors de l'acquisition des titres de propriété.

Pour améliorer le niveau de recouvrement au cours du deuxième trimestre, la DND envisage d'organiser des séances de travail avec les responsables de certaines sociétés telles que Orange-Mali, SOTELMA-Malitel, CMDT, SOMAGEP pour discuter des modalités de paiement des autorisations à elles notifiées dont le potentiel a été évalué à plus de 5 milliards de francs CFA.

S'agissant des aliénations des biens meubles de l'Etat, même si l'objectif du troisième trimestre 2019 est atteint, les réalisations sont inférieures à leur niveau de 2018.

Cette situation s'explique par la lenteur constatée dans le traitement des dossiers de réformes des véhicules usagers de l'Etat ainsi que le manque de collaboration entre les services de recouvrement de la DND et les Présidents des tribunaux, en ce qui concerne la vente des scellés au niveau des tribunaux.

Des dispositions sont en cours pour l'instauration d'un cadre de collaboration afin de réaliser les opérations de vente desdits biens.

c. Contraintes et difficultés rencontrées

Les réalisations de recettes ont été fortement impactées par un certain nombre de difficultés dont :

- le non-paiement des dividendes par certaines sociétés minières ;
- le non-paiement de l'intégralité des montants prévus sur la rubrique de la TAV par les sociétés minières ;
- le paiement de la TAV de certaines sociétés minières par compensation des crédits TVA;
- l'incidence des dispositions des conventions d'établissement de certaines sociétés minières, qui ne permettent pas à l'Etat de tirer profit de son patrimoine minier, conformément à l'article 32 du Code domanial et foncier ;
- le non-respect du paiement des dividendes prioritaires (10% du bénéfice distribuable au profit de l'Etat), perçus en cas de bénéfices réalisés par les sociétés minières ;
- la non- représentation de la DND dans les commissions de délivrance, de renouvellement, de transfert et de retrait des permis miniers et d'autorisation d'ouverture de carrières industrielles à travers la Division des domaines ;
- la non-comptabilisation dans les recettes de la DND du montant des acomptes de dividendes payés par PMU-MALI ;
- l'inexistence d'un cadre de concertation entre le Ministère de l'économie et des finances, le Ministère des mines et le Ministère de l'habitat et de l'urbanisme pour un meilleur suivi du secteur minier ;
- l'application de trois codes miniers qui engendre, du coup, une inégalité de traitement des sociétés minières œuvrant dans le même secteur;
- la non-implication de la DND dans les procédures de transfert et de cession de permis miniers pour lui permettre de recouvrer la plus-value de cessions réalisées sur ces transactions ;
- l'insuffisance des moyens matériels pour la mise en œuvre des activités de recouvrement de recettes.

d. Mesures correctives

Pour améliorer le niveau des recouvrements, les mesures suivantes sont envisagées :

A court terme :

- demander à l'Agence de Cession Immobilière (ACI), de procéder au paiement du reliquat du prix de cession des bâtiments administratifs vendus et les autres droits connexes dont le montant s'élève à plus de 8 milliards de francs CFA ;
- demander aux responsables des sociétés minières et non-minières, dans lesquelles l'Etat détient des participations, de proposer aux organes délibérants desdites sociétés la distribution de dividendes en cas de réalisation de bénéfices ;
- relire la convention d'établissement de la société des mines d'or de Loulo (SOMILO) pour supprimer les dispositions de l'article 8 empêchant la distribution de dividendes ;

- instaurer un cadre de collaboration entre la DND et la DGI dans le but de mutualiser les informations sur les contribuables, en vue d'améliorer la mobilisation des recettes intérieures ;
- instaurer un cadre de collaboration entre la DND et la Direction nationale de la géologie et des mines pour renforcer le suivi des recettes provenant du secteur minier ;
- renforcer le cadre de collaboration entre la DND et l'Ordre des notaires pour un meilleur suivi des transactions foncières ;
- appliquer la loi sur la publicité foncière obligatoire en vue d'améliorer les recettes liées aux transactions foncières ;
- comptabiliser au compte du service des domaines, les recettes de redevances superficielles et de la taxe d'extraction des carrières et de ramassage des matériaux recouvrées par la Direction nationale de la géologie et des mines ;
- organiser des missions de suivi et de contrôle de la mise en œuvre des instructions relatives au recouvrement des recettes au niveau régional et subrégional ;
- renforcer les capacités (équipements, ressources humaines, voyages d'études, formation, etc.) de la DND dans le cadre de la mobilisation des recettes.

A moyen terme :

- prendre les dispositions nécessaires pour mettre en application le droit de préemption dans le cadre des transactions foncières ;
- revoir à la hausse les taux de la taxe sur la plus-value de cession immobilière au regard de l'existence du potentiel avéré dont regorge les transactions foncières ;
- rapatrier les rubriques de recettes domaniales recouvrées par d'autres services dans la nomenclature des recettes de la DND ;
- mettre en place le cadastre pour une meilleure évaluation de la valeur vénale des immeubles objets des transactions.

C. Perspectives de recouvrement pour le quatrième trimestre 2019

Comme perspectives, il est attendu, au titre du quatrième trimestre, un montant de 27,129 milliards de francs CFA, réparti comme suit :

- 6,3 milliards de compensations de crédits TAV;
- 5,4 milliards de F CFA de dividendes de la CMDT ;
- 2,5 milliards de F CFA de dividendes de GOUNKOTO ;
- 6 milliards de F CFA de recettes ordinaires (soit 2 milliards de moyenne mensuelle de recouvrement)
- 6 milliards de FCFA de TAV (soit 3 milliards de moyenne mensuelle de recouvrement)
- 633 millions de F CFA de Fékola au titre du mois d'août 2019;
- 296 millions de F CFA de dividendes de la SONATAM.

-

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

L'objectif de recouvrement des prêts rétrocédés pour l'année 2019 demeure inchangé dans la loi de finances rectificative à 9,592 milliards de FCFA.

Sur ce montant, 4,156 milliards de FCFA ont été mobilisés à la date du 30 septembre 2019, soit un taux d'exécution 43,33% par rapport à l'objectif annuel, contre 40,24% à la même période en 2018.

L'écart considérable enregistré entre les réalisations et les prévisions est dû au non-paiement des échéances du Nouveau Complexe Sucrier du Kala Supérieur SA (N-SUKALA), qui n'arrive pas à honorer, à bonne date, ses échéances.

Les perspectives de recouvrement du quatrième trimestre 2019 se chiffrent à 1,648 milliards de FCFA.

La Direction Générale de la Dette Publique (DGDP) continuera à recouvrer les échéances courantes de dettes et à réclamer le paiement des arriérés avec l'assistance des autres services du Ministère de l'économie et des finances.

Le tableau 14 présente la situation des recouvrements des prêts rétrocédés au premier trimestre 2019.

RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 30 SEPTEMBRE 2019

Tableau 12. Recouvrement des prêts rétrocédés par la DGDP.

(En millions de FCFA)

ORGANISMES	janvier		février		mars		avril		mai		juin		juillet		août		septembre		octobre		novembre		décembre		TOTAL GENERAL	
	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal
BNDA				12	8	9			405	405	12		12		9	8					403		12		848	447
EDM-SA										165	125				55	55							125		250	275
SOGEM	207		1084			1630	910						207	1426	1068				892						4 368	3 056
BDM-SA							74	74											71						145	74
SOTELMA-SA							6	6											6						12	6
N-SUKALA					1852												1836								3 688	-
BMS-SA							142	148											139	150					281	298
Total	207	-	1 084	12	1 860	1 639	1 132	228	405	570	137	-	207	1 438	1 068	64	1 844	55	1 108	150	403	-	137	-	9 592	4 156
Cumul		-		12		1 651		1 879		2 449		2 449		3 887		3 951		4 006		4 156		4 156		4 156		4 156
Taux de réalisation	0%		1%		88,12%		20,14%		140,74%		0%		695%		6%		3%		14%		0%		0%		43,33%	

Source: DGDP, décembre 2019.

DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DES BIENS DE L'ETAT

Les recettes de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE) proviennent essentiellement des produits de vente des actifs des sociétés privatisées ou liquidées.

En 2019, il a été inscrit dans la loi des finances des prévisions de recettes de cessions d'immobilisations incorporelles de 50 milliards de FCFA pour la DGABE. Ces prévisions demeurent inchangées dans la loi de finances rectificative.

Elles prennent en compte la cession :

- d'une partie des actions de la SOTELMA ;
- de l'Usine Malienne de Produits Pharmaceutiques (UMPP) ;
- des actifs de l'Hôtel Club de Sélingué.

A l'issue des travaux de la commission de privatisation de l'UMPP, créée par Décision n°2017-

0025/MDI-SG du 06 juillet 2017, une seule offre a été reçue. Il s'est avéré que cette offre n'est pas avantageuse pour l'Etat. A cet égard, il a été décidé de procéder à la réalisation de la parcelle de terrain sur laquelle est bâtie l'unité.

En ce qui concerne l'Hôtel Club de Sélingué, le processus de cession est en cours. A la suite d'une consultation restreinte, un consultant a été recruté en vue de l'évaluation des actifs de l'Hôtel.

Par ailleurs, la DGABE assure le suivi de la réalisation de la vente des matières et matériels réformés. Les produits de ces ventes sont comptabilisés au compte de la DND. À la date du 30 septembre 2019, un montant de 323 millions de FCFA a été réalisé au titre de la vente des matières et matériels réformés, sur une prévision de 385 millions de FCFA.

En termes de perspectives, il est prévu, au cours du quatrième trimestre 2019, l'évaluation des actifs de l'Hôtel Club et la poursuite des travaux de la commission de privatisation de l'UMPP. Des dispositions sont également en cours pour la cession de 19% des actions de la SOTELMA.

Pour permettre à la DGABE d'avoir une meilleure visibilité sur les ressources provenant des activités qu'elle mène et une maîtrise des recettes budgétaires y découlant, il serait souhaitable que les prévisions de recettes soient portées sur les flux générés par l'ensemble des activités gérées par la structure.

Actuellement, à l'exception des produits de privatisation des entreprises publiques, toutes les autres recettes sont recouvrées au niveau des guichets de la DND et sont directement reversées au Trésor pour le compte de celle-ci.

III. EXECUTION DES CHARGES DE L'ETAT

Les charges de l'Etat sont constituées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie. Elles sont évaluées à 2 736,540 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative, contre 2 759,198 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, soit une légère réduction de 0,82%.

Sur ce montant, 32,35% ont été exécutées, soit un montant cumulé de paiement de 1 545,179 milliards de FCFA, dont 1 156,028 milliards de FCFA de dépenses budgétaires et, 389,151 milliards de FCFA de charges de trésorerie.

3.1. DEPENSES BUDGETAIRES

Les prévisions révisées de dépenses budgétaires de l'exercice 2019 se chiffrent à 2 387,742 milliards de FCFA, contre 2 410,400 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, soit une réduction de 0,94%. Cependant, elles ont été majorées de 2,548 milliards de FCFA, suivant l'Arrêté n°2019-2297/MEF-SG du 14 août 2019 portant majoration du budget des Entrepôts maliens dans les ports de transit au Sénégal (EMASE) au titre de l'exercice 2019, ce qui ramène les prévisions rectifiées de 2019 à 2 390,290 milliards de FCFA.

Sur ces prévisions, il a été exécuté au 30 septembre 2019 un montant de 1 162,479 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 48,63%, dont 22,35% dans les régions et 12,03% par les établissements publics.

La situation d'exécution desdites charges est présentée dans les lignes qui suivent.

3.1.1. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique

Le tableau 15 présente la situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique

Tableau 13. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique.

NATURES ECONOMIQUES	PREVISIONS PLR 2019 (en milliards de FCFA)		REALISATIONS CP LFI 2019 AU 30 septembre 2019		
	AE (1)	CP (2)	CP ENGAGES (en milliards de FCFA) (3)	CP LIQUIDES (en milliards de FCFA) (4)	TAUX D'EXECUTION en % (5) = [(4) / (2)]*100
Budget Général (1)	801,184	2 261,156	1 310,506	1 101,861	48,73
Dépenses ordinaires		1 415,363	1 078,702	891,284	62,97
Personnel		595,600	412,639	359,680	60,39
dont fonctionnaires des Collectivités Territoriales		158,570	112,652	111,480	70,30
Acquisitions de biens et services, dont		358,347	295,294	208,680	21,03
Matériel		121,762	94,236	75,361	61,89
Communication		47,319	29,200	26,807	56,65
Autres Dépenses		96,137	54,994	45,661	47,50
dépenses électorales		20,750	3,153	3,103	14,95
Charges financières		101,056	73,585	46,111	45,63
Transferts et subventions, dont		352,651	293,736	273,545	77,57
Bourses		17,796	12,451	12,451	69,96
Subvention Intrants		43,000	25,030	25,024	58,20
Subvention EDM-SA		75,000	75,000	75,000	100,00
Filet social		17,000	2,418	2,317	13,63
Dépenses en atténuation des recettes		7,709	3,447	3,268	42,39
Dépenses en capital	801,184	845,793	231,804	210,577	24,90
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat ⁶	801,184	845,793	231,804	210,577	24,90
dont Filet social	10,000	10,000	5,312	4,277	42,77
Dépenses de transferts en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	0,00
Budgets annexes (2)	3,150	10,40	2,577	2,238	21,50
Personnel		2,004	0,744	0,717	35,79
Acquisitions de biens et services		4,429	0,753	0,750	16,94
Transferts et subventions		0,823	0,427	0,427	51,89
Dépenses en capital	3,150	3,150	0,652	0,343	10,89
Comptes spéciaux du Trésor (3)	51,593	118,728	59,323	58,380	49,17
Personnel		0,430	0,081	0,079	18,38
Acquisitions de biens et services		66,098	58,825	58,105	0,30
Transferts et subventions		0,608	0,262	0,196	32,31
Dépenses en capital	51,593	51,593	0,154	0,000	0,00
TOTAL GENERAL (1 + 2 + 3)	855,927	2 390,290	1 372,405	1 162,479	48,63

Source: DGB, décembre 2019.

3.1.1.1. Budget général

Les dépenses du budget général regroupent les dépenses effectuées par les départements ministériels, les établissements publics placés sous leurs tutelles ainsi que les institutions de la République et assimilées. Elles s'élèvent à 2 261,156 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative, contre 2 283,814 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, soit une diminution de 0,99%.

Sur ce montant, 1 101,861 milliards de FCFA ont été exécutés au 30 septembre 2019, soit un taux d'exécution de 48,73%.

Ce niveau d'exécution est inférieur à celui observé à la même période en 2018 de 67,654 milliards de FCFA, en termes de valeur et de 4 points de pourcentage, en termes de taux d'exécution.

Dépenses ordinaires

Dans le budget d'Etat de 2019, les dépenses ordinaires sont inscrites en Crédits de Paiement (CP) qui constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice.

Les CP des dépenses ordinaires s'élèvent à 1 415,363 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative, contre 1 357,363 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 4,27%. Cette augmentation se justifie par la hausse des dépenses de transferts et de subvention.

Sur ce montant, 62,97%, représentant 891,284 milliards de FCFA, ont été exécutés. Ils se déclinent en dépenses de personnel, de biens et services, de charges financières, de transferts et subventions, et celles en atténuation des recettes.

◆ Personnel :

Les crédits de paiement des charges salariales du personnel civil et militaire de l'Etat et des fonctionnaires des collectivités territoriales se chiffrent en 2019 à 595,600 milliards de FCFA dans le budget d'Etat de 2019. Ils ont été exécutés à hauteur de 60,39%, soit 359,680 milliards de FCFA, sur lesquels 30,99% représentent des charges salariales des fonctionnaires des collectivités territoriales, soit 111,480 milliards de FCFA.

◆ Biens et services :

Les crédits de paiement des « biens et services » ont été exécutés à hauteur de 208,680 milliards de FCFA représentant 21,03% des 358,347 milliards de FCFA inscrits au budget d'Etat 2019. Les principaux postes de dépenses sont ceux liés à l'acquisition de matériel (36,11%), aux autres dépenses (60,59%) et aux frais de communication et énergie (35,57%).

◆ Charges financières :

Les crédits de paiement des charges financières servent à régler les intérêts de la dette intérieure et extérieure, qui s'élèvent respectivement à 65,709 milliards de FCFA et 35,347 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2019. Au 30 septembre 2019, ils ont été exécutés à hauteur de 45,63%, correspondant à 46,111 milliards de FCFA, dont 25,789 milliards de FCFA sur la dette intérieure et 20,321 milliards de FCFA sur la dette extérieure.

◆ Transferts et subventions :

Evalués à 352,651 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative, les CP des dépenses de transferts et subventions sont en hausse de 19,68% par rapport aux prévisions de la loi de finances initiale.

Cette augmentation s'explique par :

- l'augmentation de la subvention accordée par l'Etat à EDM SA, de 45 milliards de FCFA, en vue de :
 - o l'apurement de la créance de EDM SA vis-à-vis de la centrale thermique Sogli Pangeba Mohamed (SOPAM Energie), pour 21 milliards de FCFA ;
 - o l'apurement de la dette fiscale de EDM SA vis-à-vis de l'Etat, pour 24 milliards de FCFA ;
- l'augmentation des crédits alloués au filet social pour la prise en charge du Plan d'actions humanitaires de relèvement et de développement dans les régions du centre, à hauteur de 13 milliards de FCFA.

Au 30 septembre 2019, 273,545 milliards de FCFA ont été exécutés sur ces prévisions révisées, représentant un taux d'exécution de 77,57%. Sur ce montant, la subvention à EDM SA représente 27,42%, les bourses scolaires 4,55%, la subvention des intrants 9,15%.

◆ Dépenses en atténuation des recettes :

Prévue pour 7,709 milliards de FCFA et affectées au paiement des exonérations dans le cadre des conventions de financement des projets d'investissement, la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes fait ressortir à la fin du troisième trimestre, un niveau d'exécution de 3,268 milliards de FCFA, représentant 42,39% des prévisions.

🌈 Dépenses en capital

Les dépenses en capital ou d'investissements sont inscrites en Autorisations d'Engagement (AE) et en Crédits de Paiement⁷ (CP). Les AE constituent la limite supérieure de dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la loi de finances.

Elles se décomposent en (i) dépenses d'équipement, études et recherches des administrations publiques, (ii) dépenses d'investissements stratégiques inscrites au Budget Spécial d'Investissement (BSI) ainsi qu'en (iii) Appuis Budgétaires Sectoriels (ABS).

⁶Cf. supra point 3.1.1.1 – Dépenses ordinaires pour la définition des CP.

Dans la loi de finances rectificative, les AE des dépenses en capital s'élèvent à 801,184 milliards de FCFA, contre 798,620 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale. Cette légère augmentation s'explique par celle des prévisions d'ABS.

Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 845,793 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative, contre 926,451 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale. Sur ce montant, 323,294 milliards de FCFA ont été exécutés au 30 septembre 2019, soit un taux d'exécution de 38,22 %, sur lesquels 34,86% ont été réalisés au compte du BSI financement extérieur, 43,38% au titre des dépenses d'équipement et des investissements des administrations publiques, 20,92% au compte du BSI financement intérieur et 0,83% au titre des ABS.

◆ Equipement - investissement :

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique « équipement-investissement » se chiffrent à 313,672 milliards de FCFA dans le budget 2019. A la fin du troisième trimestre, ils sont exécutés à 44,71%, dont une part importante pour des investissements militaires réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des lois d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) et de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI).

◆ Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur) :

Les crédits de paiement des dépenses du BSI financement intérieur, représentent 285,304 milliards de FCFA dans le budget 2019 sur lesquels 23,71% ont été exécutés au 30 septembre 2019.

◆ Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur) :

Les crédits de paiement des dépenses du BSI financement extérieur, représentent 236,112 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative, contre 319,335 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, soit une réduction de 26,06%. Cette diminution nette résulte :

- du financement par le Luxembourg, à hauteur de 10,778 milliards de FCFA, de nouveaux projets, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme indicatif de coopération 2015-2019 (Cf. supra point 2.1.5), d'une part ;
- la réduction, de 94,000 milliards de FCFA, des prévisions de financement extérieur des projets inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI), en raison du faible niveau de décaissement des ressources, observé au 31 mai 2019, d'autre part.

Sur les crédits ainsi révisés, 55,25% ont été exécutés au 30 septembre 2019, soit 130 milliards de FCFA.

La répartition de ces dépenses par ministère et par nature de financement se présente comme suit :

Tableau 14. Situation d'exécution du BSI financement extérieur.

(En millions de FCFA)

MINISTERES/ INSTITUTIONS	Prévisions LFI 2019			Prévisions révisées 2019			Etat d'exécution au premier trimestre 2019			
	Prêt	Subv.	Total	Prêt	Subv.	Total	Prêt	Subv.	Total	Taux
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	1 342	5 737	7 079	842	5 737	6 579	207	3 834	4 041	43,18
MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT	34 892	30 248	65 140	8 492	30 247	38 739	18 739	776	19 515	50,38
MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	3 950	2 950	6 900	3 700	4 552	8 252	5 165	3 637	8 802	106,67
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	0	0	0	0	954	954	0	0	0	0,00
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	50 330	20 694	71 024	26 530	23 327	49 857	17 749	12 607	30 356	61,67
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	13 313	5 103	18 416	6 313	5 103	11 416	5 749	1 218	6 967	61,03
COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	1 193	1 193	0	1 193	1 193	0	734	734	61,53
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	79 440	25 283	104 723	43 390	46 583	89 973	24 133	18 147	42 280	46,99
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	0	4 000	4 000	0	5 000	5 000	0	3 057	3 057	61,14
MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	0	900	900	0	900	900	0	0	0	0,00
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION	0	0	0	0	5 589	5 589	0	3 260	3 260	58,33
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	0	39 910	39 910	0	17 610	17 610	0	11 391	11 391	36,05
MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	0	50	50	0	50	50	0	39	39	52,00
TOTAL LOI DE FINANCES	183 267	136 068	319 335	89 267	146 845	236 112	71 742	58 700	130	55,25

Source: DNPd, novembre 2019.

3.1.1.2. Budgets annexes

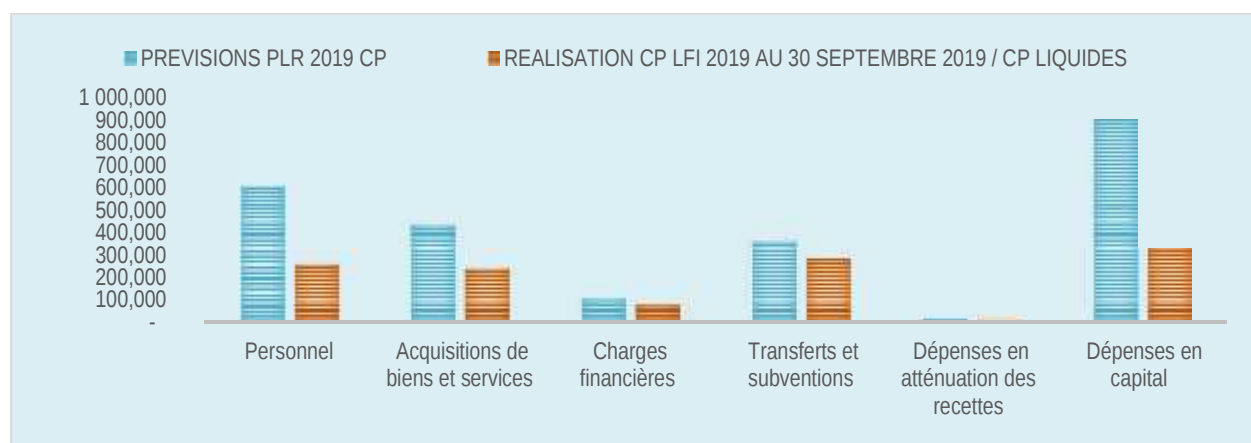
Les crédits de paiement des budgets annexes (Cf. supra point 2.1.2) s'élevaient à 7,858 milliards de FCFA ont été majorés à 10,406 milliards de FCFA dans le budget d'Etat de 2019. Sur ce montant, 2,238 milliards de FCFA ont été exécutés au 30 septembre 2019, soit 21,50% des prévisions.

3.1.1.3. Comptes spéciaux du Trésor

Les crédits de paiement des comptes spéciaux du Trésor, se chiffrent en 2019 à 118,728 milliards de FCFA sur lesquels 49,17% ont été exécutés, dont 98,97% pour le remboursement de crédits TVA.

Agrégée par nature économique, la situation d'exécution des dépenses budgétaires par rapport aux prévisions annuelles révisées est présentée dans le graphique 4.

Graphique 4. Situation d'exécution du budget d'Etat au 30 septembre 2019 par nature économique.



Source : DGB, décembre 2019.

Le graphique 4 permet d'identifier les catégories de dépenses dont les poids sont les plus importants. Il s'agit, notamment, des dépenses en capital exécutées par l'Etat (28,00% des liquidations), des transferts et subventions (23,71% des liquidations) et des dépenses de personnel (21,64% des liquidations). Bien qu'ayant enregistré un taux d'exécution élevé (71,37%), les charges financières ne représentent que 6,24% des crédits liquidés au 30 septembre 2019.

Au niveau des régions et des établissements publics, la situation d'exécution des charges budgétaires par nature économique au 30 septembre 2019 se présente dans le tableau 17 ci-dessous

Tableau 15. Situation d'exécution des dépenses budgétaires des régions par nature économique.

NATURE ECONOMIQUE	PREVISIONS LFI 2019 (en milliards de FCFA) (1)	PREVISIONS REVISEES 2019 (en milliards de FCFA) (1)	REALISATIONS CP AU 30 SEPTEMBRE /2019 (en milliards de FCFA)	TAUX D'EXECUTION en % (3) = [(2)/(1)]*100
Régions				
Personnel	241,848	241,848	179,353	74,16
Acquisition de biens et services	57,475	57,475	37,968	66,06
Transferts et subventions	12,572	12,488	7,562	60,56
Dépenses en investissement	61,264	65,889	34,974	53,08
Total Régions	373,159	377,700	259,856	68,80
Etablissements publics				
Transferts et subventions	143,338	129,993	125,930	96,87
Dépenses en capital	21,516	21,555	13,899	64,48
Total Etablissements publics	164,855	151,549	139,829	92,27
TOTAL	538,013	529,248	399,685	75,52

Source : DGB, décembre 2019.

Il ressort de la lecture du tableau 17 que les dépenses de personnel constituent la part la plus importante des dépenses liquidées au niveau des régions et des établissements publics au 30 septembre 2019 et présentent les taux d'exécution les plus élevés.

3.1.2. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation

Le budget d'Etat de 2019 comporte cent quarante-cinq (145) programmes, trois cent trente (330) actions, quatre cents cinquante-huit (458) objectifs et mille cent huit (1108) indicateurs.

Le niveau d'exécution de ces programmes, sans le financement extérieur du BSI, est présenté dans le tableau 18.

Tableau 16. Situation d'exécution des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation budgétaire.

LIBELLES	PREVISIONS LFI 2019						REALISATIONS CP LFI AU 30 SEPTEMBRE 2019		
	Nombre de Prog	Nombre d'actions	Nombre d'obj.	Nombre d'indic.	AE	CP	CP ENGAGES	CP LIQUIDES	TAUX D'EXECUTION
					(en milliards de FCFA)		(en milliards de FCFA)		(en %)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = [(8)/(6)]*100	
Programmes de pilotage (1)	36	130	128	275	154,595	632,623	478,472	368,663	58,28
Personnel						171,292	141,684	110,223	
Biens et services						142,196	107,360	87,687	
Transferts et subventions						123,096	119,095	116,162	
Investissement					154,595	196,039	110,333	54,591	
Programme opérationnel (2)	97	182	310	775	418,696	1 093,466	664	573,368	52,44
Personnel						303,281	258,905	237,937	
Biens et services						107,761	81,744	63,369	
Transferts et subventions						161,045	161,141	144,308	
Investissement					418,696	521,379	162,461	127,754	
Programmes des Budgets annexes (3)	1	7	2	14	3,150	10,406	2,577	2,238	28,48
Personnel						2,004	0,744	0,717	
Biens et services						4,429	0,753	0,750	
Transferts et subventions						0,823	0,427	0,427	
Investissement					3,150	3,150	0,652	0,343	
Programmes Comptes spéciaux du trésor (4)	11	11	18	44	51,593	118,729	59,323	58,380	49,17
Personnel						0,430	0,081	0,079	
Biens et services						66,098	58,351	58,092	
Transferts et subventions						0,608	0,262	0,196	
Investissement					51,593	51,593	0,628	0,013	
Dotations (5)	0	0	0	0	227,893	535,066	167,782	159,830	29,87
Personnel						121,027	12,051	11,519	
Biens et services						209,445	106,189	103,735	
Transferts et subventions						68,510	13,500	13,074	
Investissement					227,893	136,084	36,042	31,500	
TOTAL (1) + (2) + (3) + (4) + (5)	145	330	458	1 108	855,927	2 390,290	1 372,405	1 162,479	48,69

Source : DGB, décembre 2019.

3.1.2.1. Programmes de pilotage

Les programmes de pilotage sont des programmes d'appui visant la coordination des actions des structures et la gestion des ressources humaines, matérielles et financières mises à leur disposition.

Les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre de ces programmes ont augmenté de 7,76% dans la loi de finances rectificative par rapport à la loi de finances initiale, passant de 587,053 milliards de FCFA à 632,623 milliards de FCFA. Cette augmentation est observable au niveau des transferts et subventions. Ils permettent de financer les 130 actions des 36 programmes d'administration générale.

Au 30 septembre 2019, ces crédits ont été exécutés à hauteur de 368,663 milliards de FCFA, soit 31,71 % du total des crédits liquidés et 58,28% des prévisions.

Comparé à celui observé à la même période en 2018, ce niveau d'exécution est en hausse, aussi bien en valeur (écart de 35,536 milliards de FCFA), de part dans le total des liquidations (25,86% en 2018) que de taux d'exécution (57,27% en 2018).

Sur le montant exécuté, les transferts et subventions représentent la part la plus importante des crédits liquidés pour ce type de programme (31,51%) et affichent le taux d'exécution le plus élevé (94,37%). Les dépenses de personnel ont été exécutées à 64,35%, avec une part de 29,90% des liquidations. Les dépenses de biens et services, représentant 23,79% des liquidations, ont été exécutés à 61,67%. Quant aux dépenses d'investissement, elles représentent 14,81% des liquidations et ont été exécutées à 27,85%.

3.1.2.2. Programmes opérationnels

En 2019, 97 programmes opérationnels, structurés en 183 actions, ont été prévus dans le budget d'Etat, mobilisant 1 093,466 milliards de FCFA, soit 6,91% de moins que dans la loi de finances initiale. Cette diminution est observable au niveau des crédits d'investissement.

Au 30 septembre, les crédits alloués à ces programmes ont été exécutés à hauteur de 52,44% et représentent 49,32% du total des crédits liquidés.

A l'instar des programmes de pilotage, le niveau d'exécution observé est en hausse par rapport à 2018 de : (31,703 milliards de FCFA) en valeur, 1 point de pourcentage en termes de poids. Par contre, il est en hausse de 7 points de pourcentage en termes de taux d'exécution par rapport aux prévisions.

Sur le montant liquidé, les dépenses de personnel, exécutées à 78,45%, sont les plus importantes (41,50% des crédits liquidés). Elles sont suivies par les dépenses de transferts et de subventions, qui représentent 25,17% des crédits liquidés et sont exécutées à 89,61% par rapport aux prévisions. Quant aux crédits d'investissement, ils représentent 22,28% des liquidations et enregistrent le plus faible taux d'exécution, soit 24,50%. Les crédits d'acquisition de biens et services ne représentent que 11,05% des crédits liquidé et ont été exécutés à 58,81%.

Les programmes opérationnels regroupent des actions et des activités dont la mise en œuvre concourt directement à l'atteinte des objectifs des départements ministériels, institutions et assimilées.

3.1.2.3. Programmes des budgets annexes

En 2019, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre du programme des budgets annexes permettent de financer 7 actions.

Au 30 septembre, ils ont été exécutés à hauteur de 2,238 milliards de FCFA, soit 28,48% et 0,19% des crédits liquidés.

Comparé à celui observé en 2018 à la même période, ce niveau d'exécution s'est amélioré de 68 millions de FCFA en valeur et d'environ 5 points de pourcentage en termes de taux d'exécution.

Sur le montant total des liquidations, 33,53% représentent des acquisitions de biens et services, 32,00% des dépenses de personnel, 19,00% des transferts et subventions et 15,00% des dépenses en capital.

3.1.2.4. Programmes des comptes spéciaux du Trésor

Les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre des programmes des comptes spéciaux du trésor permettent de financer 11 actions des 11 programmes des comptes spéciaux en 2019.

Au 30 septembre 2019, ils ont été exécutés à hauteur de 58,380 milliards de FCFA, soit 49,17% des prévisions et 5,02% du total des crédits liquidés, dont 99,51% ont servi à l'acquisition de biens et services.

Ce niveau d'exécution est en hausse par rapport à celui enregistré à la même période en 2018 (53,722 milliards de FCFA représentant 46,07% de taux de réalisation et 4,79% des crédits liquidés).

3.1.2.5. Dotations

Les crédits budgétaires non repartis en programmes sont ventilés en dotation. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir les dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associées des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance.

Les crédits de paiement inscrits dans la loi de finances rectificative pour les dotations se chiffrent à 535,066 milliards de FCFA, contre 522,066 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 2,49%. Cette augmentation est observable au niveau des transferts et subventions.

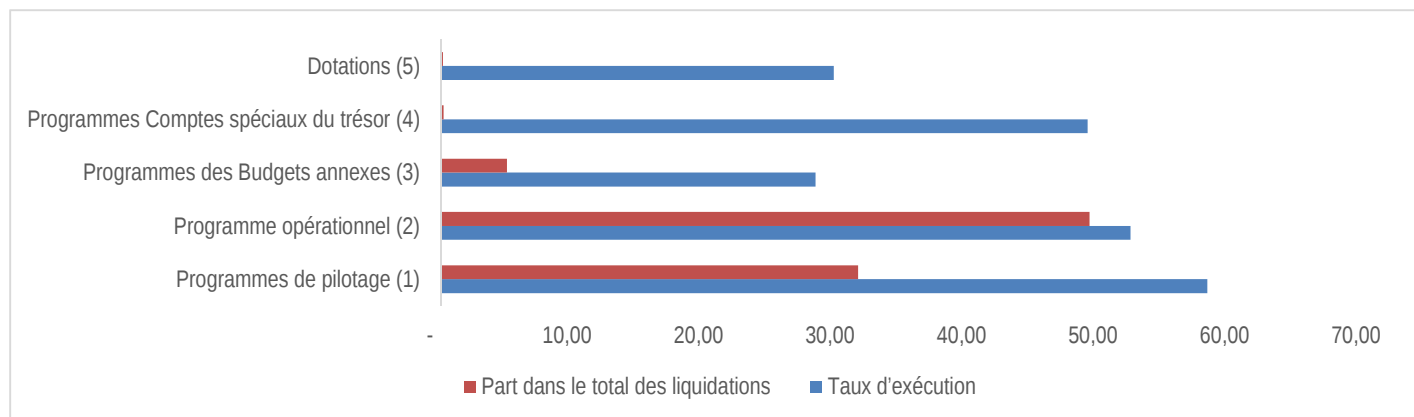
Sur les prévisions ainsi rectifiées, 159,830 milliards de FCFA ont été exécutés, soit 29,87% des prévisions et 13,75% du total des crédits liquidés.

Au 30 septembre 2018, il avait été observé un montant liquidé de 190,894 milliards de FCFA, un taux d'exécution de 45,53% et un poids de 17,02% des crédits liquidés.

Au 30 septembre 2019, l'acquisition de biens et services représentent 65,00% des liquidations de crédits des dotations, suivie des dépenses en capital qui représentent 20%.

Le graphique 5 récapitule la situation d'exécution des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation.

Graphique 5. Situation d'exécution des charges budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire sans le financement extérieur du BSI



Source : DGB, décembre 2019

Il en ressort que les dépenses effectuées par les programmes opérationnels représentent près de 49,32% des crédits liquidés au 30 septembre 2019 tandis que le taux d'exécution le plus élevé par rapport aux prévisions est enregistré par les programmes de pilotage, soit 58,28%.

3.1.3. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par fonction

La classification fonctionnelle permet de classer les charges de l'Etat en fonction de leurs objectifs socio-économiques. Ainsi, les charges budgétaires sont réparties entre dix (10) grandes divisions de fonction.

Le tableau 19 présente la situation d'exécution des dépenses classées par fonction.

Tableau 17. Situation d'exécution des charges budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.

FONCTION	PREVISIONS PLR 2019		REALISATIONS LFI AU 30 SEPTEMBRE 2019			
	CP (en milliards de FCFA)	POIDS CP en %	CREDITS ENGAGES (en milliards de FCFA)	CREDITS LIQUIDES (en milliards de FCFA)	TAUX D'EXECUTION DES CP en %	POIDS CP en %
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = [(4)/(1)]*100	(6)
Services généraux des administrations publiques	592,480	24,81	338,462	307,029	51,82	26,41
Défense	277,897	11,64	251,374	169,453	60,98	14,58
Ordre et sécurité publics	145,037	6,07	99,045	78,885	54,39	6,79
Affaires économiques	598,580	25,04	224,558	209,372	34,98	18,01
dont Agriculture	254,400	10,65	72,802	68,934	27,10	
Protection de l'environnement	49,887	2,09	14,617	11,558	23,17	0,99
Logement et équipements collectifs	80,767	3,38	18,702	13,677	16,93	1,18
Santé	123,422	5,17	66,266	53,438	43,30	4,60
Loisirs, culture et culte	20,760	0,87	16,975	14,657	70,60	1,26
Enseignement	375,072	15,71	279,748	244,370	65,15	21,02
Protection sociale	126,388	5,29	62,658	60,040	47,50	5,16
TOTAL	2 390,290	100,00	1 372,405	1 162,479	48,63	100,00

Source: DGB, décembre 2019.

3.1.3.1. Services généraux des administrations publiques

Les crédits alloués aux services généraux des administrations publiques ont augmenté de 1,29% dans la loi de finances rectificative par rapport à la loi de finances initiale.

Leur taux d'exécution s'élève à 51,82% à la date du 30 septembre 2019. Ce niveau d'exécution est sous- tendu par les dépenses liées au fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, les affaires financières et fiscales ainsi que les affaires étrangères pour 47,44%, les opérations concernant la dette publique pour 23,90%, les dépenses des services généraux des administrations publiques non classées ailleurs pour 19,12%, et, dans de moindres mesures, les transferts de caractère général entre les administrations publiques, les services généraux, la recherche fondamentale et la recherche-développement. En termes de poids dans le total des crédits liquidés, ils représentent la fonction la plus importante avec 26,41% des dépenses totales.

Avec 55,25% de taux d'exécution et 27,19% de poids observés au 30 septembre 2018, le niveau d'exécution des dépenses de cette fonction s'est amélioré en 2019.

3.1.3.2. Défense

Le poids des dépenses liées à la défense dans le total des crédits liquidés représente 14,58%. Leur taux d'exécution au 30 septembre 2019 par rapport aux prévisions s'élève à 60,98%.

Ce niveau d'exécution est en baisse par rapport à celui enregistré à la fin du troisième trimestre de 2018 (15,11% des crédits liquidés et 62,22% des prévisions).

3.1.3.3. Ordre et sécurité publics

Avec un taux d'exécution de 54,39% à la fin du troisième trimestre, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat 2019 et exécutés au titre de l'ordre et de la sécurité publics concernent principalement les services de police, les dépenses des tribunaux et les autres fonctions d'ordre et de sécurité publics non classés ailleurs. Ils représentent 6,79% des crédits liquidés au 30 septembre 2019.

A l'instar des dépenses de la fonction défense, celles afférentes à l'ordre et la sécurité publics enregistrent un taux d'exécution moins élevé par rapport à 2018 (54,43%), malgré la relative stabilité de leur poids dans le total des crédits liquidés.

3.1.3.4. Affaires économiques

Les crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2019 au titre des affaires économiques ont diminué de 5,88% dans la loi de finances rectificative, par rapport à la loi de finances initiale.

Les prévisions révisées ont été exécutées au 30 septembre 2019 à hauteur de 35,13%, soit 18,01% du total des crédits liquidés à cette date. Les postes de dépenses les plus importants sont l'Agriculture, la sylviculture, la pêche et la chasse (32,92%) et les affaires économiques non classées ailleurs (41,20%).

Ce niveau d'exécution affiche une détérioration par rapport à celui observé à la même période en 2018 (32,12% des prévisions et 19,15% du total des crédits liquidés). En outre, le poids des transports dans les dépenses de cette fonction passe de 33,76% en 2018 à 9,16% en 2019.

3.1.3.5. Protection de l'environnement, logement et équipements collectifs, loisirs, culture et culte

Les prévisions de dépenses des fonctions de protection de l'environnement et de logement et équipements collectifs ont diminué dans la loi de finances rectificative, respectivement de 6,56% et 3,64%, tandis que celles de la fonction loisirs, culture et culte demeurent inchangées.

Au 30 septembre 2019, les poids des dépenses liées à ces trois (3) fonctions sont les plus faibles (respectivement 0,99%, 1,18% et 1,26% du total des crédits liquidés). Quant à leurs taux d'exécution par rapport aux prévisions, ils s'élèvent respectivement à 23,17%, 16,93% et 70,60%.

Comparés à l'exercice 2018, leurs poids se sont améliorés (respectivement 0,37%, 0,91% et 1,00% du total des crédits liquidés observés en 2018). En termes de taux d'exécution, ceux des fonctions de logement et équipements collectifs ainsi que de loisirs, culture et culte se sont améliorés (18,40% et 50,53% relevés en 2018), tandis que celui de la fonction de protection de l'environnement s'est détérioré (46,29% enregistré en 2018).

3.1.3.6. Santé

Les crédits alloués à la fonction santé sont en légère hausse de 0,47% dans la loi de finances rectificative, par rapport à la loi initiale.

Au 30 septembre 2019, les dépenses de cette fonction représentent 4,60% du total des crédits liquidés et enregistrent un taux d'exécution de 43,30%, sur lesquelles 46,48% l'ont été pour des services de santé non classés ailleurs, 24,90% pour les services hospitaliers et 21,96% pour les services de santé publique.

Ce niveau d'exécution est supérieur à celui relevé en 2018 (36,25% des prévisions et 4,02% des crédits liquidés).

3.1.3.7. Enseignement

Les crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2019 au titre de l'enseignement affichent le niveau d'exécution le plus important au 30 septembre 2019, soit 65,15% des prévisions. Les crédits liquidés au compte de cette fonction représentent 21,02% du total des liquidations à cette date. Les groupes de dépenses les plus importants sont l'enseignement préélémentaire et primaire (44,86%), l'enseignement secondaire (31,92%) et l'enseignement supérieur (16,69%).

Comparé à l'exercice 2018, ce niveau d'exécution s'est amélioré de 19,67 en termes de montant de crédits liquidés, environ 1 point de pourcentage en termes de taux d'exécution et 15 points de pourcentage en termes de poids.

3.1.3.8. Protection sociale

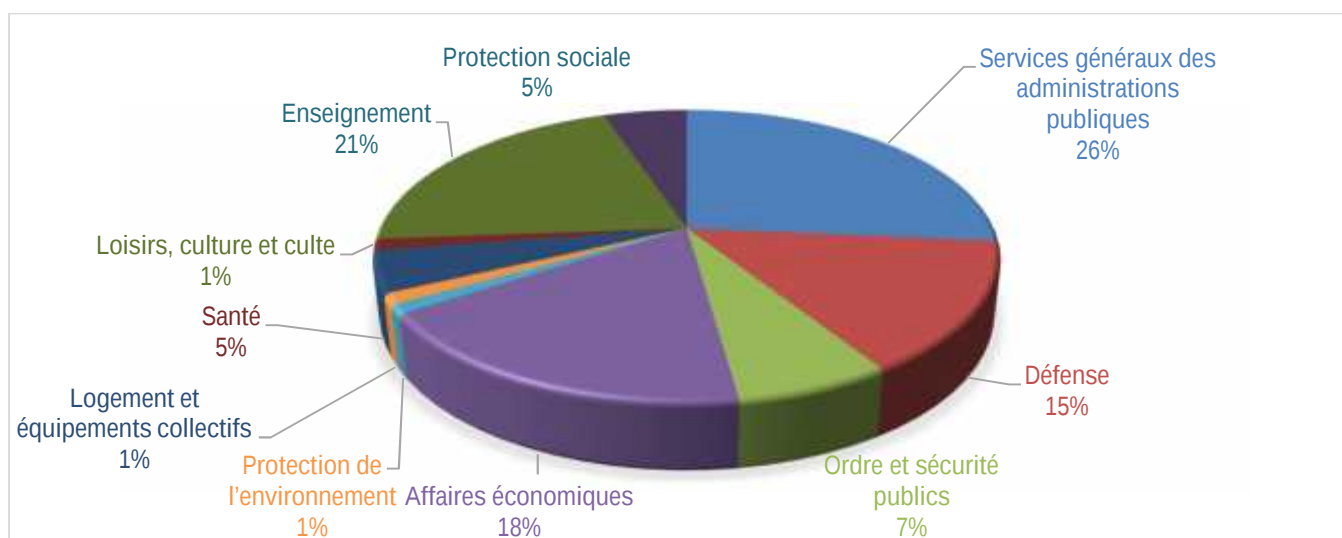
Dans la loi de finances rectificative, les crédits destinés au financement de la protection sociale ont augmenté de 11,47% par rapport à la loi de finances initiale.

Avec un taux d'exécution de 47,50% des prévisions à la fin du troisième trimestre, ces crédits ne représentent que 5,16% du total des crédits liquidés. Ils servent principalement à prendre en charge la vieillesse (71,81%).

Ce niveau d'exécution est inférieur à celui observé à la même période en 2018 (66,27% des prévisions et 5,90% des crédits liquidés).

Le graphique 6, présente la part de chacune des grandes divisions de fonction dans le montant total des crédits liquidés au 30 septembre 2019.

Graphique 6. Poids des CP liquidés par fonction en %.



Source : DGB, décembre 2019.

La lecture du graphique 6 fait apparaître le fait que les divisions « services généraux des administrations publiques », « enseignement », « affaires économiques » et « défense », sont les plus importantes en termes de poids dans le montant total des crédits liquidés au troisième trimestre 2019.

3.2. CHARGES DE TRESORERIE

Pour l'exercice 2019, charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à 348,583 milliards de FCFA, contre 345,161 milliards de FCFA dans la loi de finances de 2018, soit une hausse de 3,422 milliards de FCFA.

De manière globale, elles ont été exécutées à hauteur de 389,151 milliards de FCFA, soit 111,57% des prévisions. La situation d'exécution de ces charges au 30 septembre 2019 est présentée dans le tableau 20.

Tableau 18 : Situation d'exécution des charges de trésorerie au 30 septembre 2019

CHARGES	PREVISIONS 2019 (en milliards de FCFA) (1)	REALISATIONS AU 30 SEPTEMBRE 2019 (2)	TAUX D'EXECUTION en % (4) = [(2)/ (1)]*100
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	254,429	159,387	62,64
Principal dette intérieure	142,372	96,772	67,97
Principal dette extérieure	112,057	62,615	55,88
Retraits sur les comptes des correspondants	94,369	229,764	243,47
Prêts et avances	-		
Total charges de trésorerie	348,798	389,151	111,57

Source: DNTCP, décembre 2019.

Les remboursements des produits des emprunts à court, moyen et long termes se chiffrent à 159,387 milliards de FCFA dont 96,772 milliards de FCFA de principal de la dette intérieure et 62,615 milliards de FCFA de dette extérieure, soit un taux de réalisation de 62,64% par rapport aux prévisions annuelles. Ils représentent 40,96% des charges de trésorerie.

En ce qui concerne les retraits sur les comptes des correspondants, ils ont été réalisés à hauteur de 229,764 milliards de FCFA. Ce montant est composé essentiellement des dépenses effectuées par l'Office Malien de l'Habitat (OMH), l'Agence pour la Promotion Touristique au Mali (APTM), le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA), la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (CCIM) et autres correspondants.

IV. CONCLUSION

L'exécution de la loi de finance 2019 au troisième trimestre, fait ressortir des réalisations de recettes budgétaires de 1 306,050 milliards de FCFA, soit 63,49% des prévisions et, de charges budgétaires de 1162,479 milliards de FCFA, soit 48,63% des prévisions.

Quant aux charges de trésorerie, elles ont été exécutées à hauteur de 389,151 milliards de FCFA, soit 111,57% des prévisions, tandis que les ressources de trésorerie l'ont été à hauteur de 443,425 milliards de FCFA, soit 123,29% des prévisions.

L'analyse des réalisations de ressources fait ressortir une proportion des recettes budgétaires de 74,65%, tandis que les ressources de trésorerie représentent 25,35% des ressources réalisées.

L'effort de réalisation des ressources par les services d'assiettes et de recouvrement représente 66,39% des ressources totales (recettes budgétaires et ressources de trésorerie).

Classées par nature économique, les charges de personnel représentent 31,01% des liquidations, les transferts et subventions 23,58%, les dépenses d'acquisition de biens et services 23,01% et les dépenses en capital 18,14%.

Environ 12,03% des liquidations ont été effectuées au niveau des établissements publics et 22,35% au niveau déconcentré, où les dépenses de personnel sont les plus importantes.

L'analyse de la situation d'exécution par type de programmes et dotations budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, révèle que 52,44% des dépenses liquidées l'ont été au compte des programmes opérationnels, 58,28% au compte des programmes de pilotage, 49,17% pour les programmes des comptes spéciaux du Trésor, 28,48% pour ceux des budgets annexes et 29,87% au compte des dotations.

Suivant la classification fonctionnelle des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, les services généraux des administrations publiques représentent 26,41% des crédits liquidés, l'enseignement 21,02%, les affaires économiques 18,01%, la défense 14,58%, l'ordre et la sécurité publics 6,79%.

Les taux d'exécution les plus importants par rapport aux prévisions ont été enregistrés au niveau des fonctions «loisir, culture et culte » avec 70,60%, «enseignement» avec 65,15%, «défense » avec 60,98%.

L'exécution du budget au cours du troisième trimestre 2019 a été marqué par l'adoption en Conseil des ministres du projet de loi de finances rectificative qui : (i) augmente le niveau global des ressources du budget d'Etat de 0,54% et réduit celui des charges de 0,82%. Il en résulte une amélioration du niveau prévisionnel de déficit budgétaire.

En outre, la prudence observée dans le rythme de paiement des dépenses depuis 2018 se poursuit, malgré l'amélioration du niveau de recouvrement des recettes par rapport à la même période en 2018. Le maintien de cette dynamique vise à préserver l'équilibre budgétaire et financier du budget de l'Etat.

ANNEXE 1 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES
PAR CLASSIFICATION PROGRAMMATIQUE ET
ECONOMIQUE AU 30 SEPTEMBRE 2019.

Sans le financement extérieur du BSI¹

¹ Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutés suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – PRED.

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**Situation d'exécution des crédits budgétaires par type programme et titre au 30/09/2019**

14/12/2019 08:53:22

(en milliers de francs CFA)

Type programme Titre		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement-----				
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
0	Dotation						
2	Personnel	0	83 848 813	13 034 178	12 051 066	11 519 479	
3	Biens et services	0	205 379 628	114 586 970	106 188 925	103 735 246	
4	Transferts et subventions	0	53 157 360	15 492 907	13 500 224	13 074 481	
5	Investissement	195 427 389	126 145 847	44 231 507	36 041 719	31 500 456	
TOTAL		195 427 389	468 531 648	187 345 562	167 781 934	159 829 662	
1	Programme de pilotage						
2	Personnel	0	170 050 602	146 412 277	141 683 669	110 222 824	
3	Biens et services	0	145 487 611	137 444 481	107 360 368	87 686 624	
4	Transferts et subventions	0	134 062 390	125 467 275	119 094 927	116 162 342	
5	Investissement	169 968 924	185 071 568	137 594 608	110 333 245	54 590 967	
TOTAL		169 968 924	634 672 171	546 918 641	478 472 208	368 662 756	
2	Programme opérationnel						
2	Personnel	0	308 318 408	293 329 502	258 904 718	237 937 091	
3	Biens et services	0	108 945 284	106 748 025	81 744 456	63 369 391	
4	Transferts et subventions	0	197 822 756	191 318 465	161 141 098	144 307 528	
5	Investissement	435 788 179	542 864 811	253 927 774	162 461 085	127 754 347	
TOTAL		435 788 179	1 157 951 259	845 323 766	664 251 358	573 368 357	
3	Programme des comptes speciaux du tresor						
2	Personnel	0	430 000	120 000	81 242	79 050	
3	Biens et services	0	66 097 692	65 532 192	58 351 384	58 091 575	
4	Transferts et subventions	0	608 250	358 250	262 015	196 292	
5	Investissement	51 592 770	51 592 770	1 140 165	627 989	13 468	
TOTAL		51 592 770	118 728 712	67 150 607	59 322 631	58 380 384	
4	Programme des budgets annexes						
2	Personnel	0	1 993 000	2 003 000	744 448	717 298	
3	Biens et services	0	4 290 873	2 436 820	753 072	750 367	
4	Transferts et subventions	0	951 860	823 000	427 240	427 060	
5	Investissement	3 149 938	3 169 938	2 537 961	652 272	342 955	
TOTAL		3 149 938	10 405 671	7 800 780	2 577 032	2 237 680	
TOTAL DU BUDGET GENERAL		855 927 200	2 390 289 461	1 654 539 356	1 372 405 164	1 162 478 840	

ANNEXE 2 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES
PAR BUDGET ET PAR PROGRAMME OU DOTATION
AU 30 SEPTEMBRE 2019.

Sans le financement extérieur du BSI¹

¹ Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutés suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – PRED.

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/09/2019**

14/12/2019 08:54:19

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
0.001 Assemblée Nationale	1 507 529	15 795 988	15 602 062	15 602 062	15 054 929
TOTAL	1 507 529	15 795 988	15 602 062	15 602 062	15 054 929
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	427 500	7 047 775	6 151 838	5 510 649	5 151 917
1.002 Administration générale	200 140	7 490 018	7 142 234	6 472 054	5 196 402
2.001 Sécurité et défense	190 000	655 746	655 604	410 437	350 520
TOTAL	817 640	15 193 539	13 949 676	12 393 140	10 698 839
130 PRIMATURE					
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	95 000	6 649 184	6 401 766	5 277 531	3 982 343
1.004 Administration générale et contrôle	475 000	5 403 326	5 368 156	2 388 741	1 714 068
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	190 000	515 750	362 350	256 117	206 489
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	0	0	0	0	0
TOTAL	2 870 417	12 568 260	12 132 272	7 922 389	5 902 901
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
2.003 Participation à la gestion des élections	14 363	573 062	472 150	411 611	394 994
TOTAL	14 363	573 062	472 150	411 611	394 994
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	78 243	999 496	999 496	956 292	822 371
TOTAL	78 243	999 496	999 496	956 292	822 371
150 COUR SUPREME					
2.005 Cour Suprême	394 000	2 527 383	2 146 968	1 945 572	1 660 326
TOTAL	394 000	2 527 383	2 146 968	1 945 572	1 660 326
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	0	905 951	858 951	574 685	518 158
TOTAL	0	905 951	858 951	574 685	518 158
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	131 177	1 154 282	1 087 216	938 635	891 460
TOTAL	131 177	1 154 282	1 087 216	938 635	891 460
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	285 000	1 937 988	1 629 947	1 346 681	1 040 181
TOTAL	285 000	1 937 988	1 629 947	1 346 681	1 040 181

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/09/2019**

14/12/2019 08:54:19

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement		Dotations		Notifications EngagementsLiquidations	
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE						
1.006 Administration Générale	7 637 200	43 047 732	40 597 178	36 368 505	33 078 947	
2.008 Politique Exterieur et Coopération Internationale	0	613 795	613 793	557 453	319 625	
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	122 859	110 004	79 040	79 339	
TOTAL	10 316 600	43 784 386	41 320 975	37 004 998	33 477 911	
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE						
1.007 Administration Générale	38 000	849 170	840 917	657 610	622 048	
2.010 Intégration Africaine	0	303 501	303 501	233 000	198 584	
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	351 500	702 307	649 073	454 213	439 111	
TOTAL	439 500	1 854 978	1 793 490	1 344 822	1 259 744	
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL						
2.012 Bureau du Vérificateur Général	142 500	3 446 439	2 970 039	2 970 039	2 970 039	
TOTAL	142 500	3 446 439	2 970 039	2 970 039	2 970 039	
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE						
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	28 500	1 066 468	1 020 003	1 020 003	1 011 101	
TOTAL	76 500	1 066 468	1 020 003	1 020 003	1 011 101	
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT						
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	15 000	148 660	145 841	99 900	96 122	
TOTAL	15 000	148 660	145 841	99 900	96 122	
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS						
1.008 Administration Générale	56 439 337	242 043 219	237 574 367	219 404 237	146 919 242	
2.015 Gestion des Opérations Militaires	29 066 332	37 117 533	35 211 611	33 102 138	23 008 604	
2.016 Inspection des Armées	15 000	324 406	308 186	301 052	271 011	
2.017 Formation	45 350	765 479	723 181	660 224	575 178	
2.018 Gestion des Transmissions	48 402	366 267	348 954	324 838	301 799	
TOTAL	95 253 292	280 616 904	274 166 298	253 792 489	171 075 835	
220 MINISTERE DE LA JUSTICE						
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 856 300	5 472 836	4 336 507	3 681 612	2 552 068	
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	118 261	10 511 323	9 745 855	8 703 761	7 259 124	
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	2 378 516	10 310 352	4 514 794	4 289 394	3 586 620	
TOTAL	4 276 928	26 294 511	18 597 155	16 674 767	13 397 812	
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE						
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	190 000	1 558 953	1 558 953	1 558 953	1 558 953	
TOTAL	190 000	1 558 953	1 558 953	1 558 953	1 558 953	
225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME						
1.041 Administration Générale	0	0	0	0	0	
TOTAL	0	0	0	0	0	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/09/2019**

14/12/2019 08:54:19

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme	47 500	617 150	587 450	587 450	587 450
TOTAL	47 500	617 150	587 450	587 450	587 450
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
1.010 Administration Générale	6 384 742	27 615 327	24 628 673	17 734 995	12 237 529
2.021 Ordre et Sécurité	3 079 747	48 395 394	43 665 019	35 861 562	30 753 755
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	5 789 937	14 260 381	13 810 286	13 533 547	8 579 200
TOTAL	22 651 449	90 271 102	82 103 978	67 130 104	51 570 484
235 SECURITE D'ETAT					
0.002 Securite d'Etat	11 500 000	9 684 445	8 304 725	8 296 460	8 296 460
TOTAL	11 500 000	9 684 445	8 304 725	8 296 460	8 296 460
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
1.011 Administration Générale	24 975 000	40 455 717	21 905 324	14 150 592	9 381 549
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	4 945 054	10 224 346	7 995 310	5 446 260	3 731 198
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	1 431 535	15 426 336	14 032 657	11 855 146	9 151 107
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	847 775	6 649 139	6 504 869	4 870 216	3 978 585
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	1 199 442	4 938 893	4 894 531	4 140 192	2 547 815
2.027 Gestion de la Dette Publique	332 500	749 429	726 929	427 390	344 715
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	5 352 439	6 549 313	3 751 759	2 246 453	1 806 676
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	3 420 000	4 358 310	4 106 720	1 607 388	753 711
TOTAL	47 508 229	89 351 483	63 918 099	44 743 637	31 695 356
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	0	1 031 925	981 925	845 347	703 202
TOTAL	0	1 031 925	981 925	845 347	703 202
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
2.068 Régulation de la commande publique	0	443 390	443 390	443 390	443 390
TOTAL	0	443 390	443 390	443 390	443 390
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
1.012 Administration Générale	937 750	2 199 159	2 111 032	1 491 962	1 165 556
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	328 700	1 017 921	982 221	759 195	666 815
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	28 207	837 847	824 250	733 344	683 132
TOTAL	1 293 758	4 054 927	3 917 502	2 984 502	2 515 503

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/09/2019**

14/12/2019 08:54:19

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
323	MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE					
1.013	Administration Générale	121 881	2 279 712	2 192 988	1 723 928	1 417 840
2.033	Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	444 969	10 521 564	3 751 089	3 491 986	3 407 336
2.034	Formation Professionnelle	967 575	5 192 390	2 731 967	2 376 457	2 218 558
2.035	Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	330 567	2 555 272	1 734 276	767 913	761 533
2.067	Civisme, Volontariat et Citoyenneté	116 500	2 032 651	2 032 651	1 554 596	1 150 262
TOTAL		2 002 256	22 581 589	12 442 971	9 914 880	8 955 529
328	MINISTERE DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION ET DE LA TRANSPARENCE DE LA VIE PUBLIQUE					
1.044	Administration Générale et Contrôle	53 786	1 299 564	1 293 317	935 066	798 192
2.032	Reformes Administratives et Institutionnelles	285 000	520 980	385 729	277 667	159 826
TOTAL		338 786	1 820 544	1 679 046	1 212 733	958 017
330	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
1.014	Administration Générale et Contrôle	114 000	3 758 953	3 558 004	3 199 710	3 059 960
2.036	Administration du Territoire	16 290 985	43 082 738	32 736 174	21 702 179	16 398 726
2.037	Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	332 500	527 588	304 178	274 439	169 673
2.038	Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	22 860 930	31 826 384	20 819 125	16 343 700	15 807 726
2.064	Développement Régional et Local	191 000	1 721 798	1 719 998	1 169 949	1 028 352
TOTAL		39 771 620	80 917 461	59 137 479	42 689 979	36 464 436
334	AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
2.095	Protection des Données à Caractère personnel	211 380	873 797	828 080	828 080	802 781
TOTAL		211 380	873 797	828 080	828 080	802 781
335	MINISTERE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
1.036	Administration Générale	0	0	0	0	0
2.038	Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	0	0	0	0	0
TOTAL		0	0	0	0	0
340	MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE					
1.015	Administration Générale	48 108	842 384	772 819	629 260	525 707
2.039	Religion et Culte	47 500	158 880	158 879	129 223	71 722
TOTAL		95 608	1 001 264	931 699	758 483	597 429
341	MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE					
1.016	Administration Générale	5 700	832 616	731 663	602 867	527 033
2.040	Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	0	2 002 237	2 002 237	1 682 814	1 183 613
TOTAL		5 700	2 834 853	2 733 900	2 285 680	1 710 646

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/09/2019**

14/12/2019 08:54:19

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
345 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT LOCAL					
1.043 Administration Générale	0	0	0	0	0
2.064 Développement Régional et Local	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0
380 MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRENCE					
1.032 Administration Générale	38 000	1 536 446	1 464 830	1 095 835	867 808
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	1 757 544	5 599 706	3 537 078	2 451 280	2 283 556
TOTAL	1 534 645	7 136 152	5 001 908	3 547 115	3 151 364
400 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
1.005 Administration Générale	2 616 620	5 953 609	4 973 731	3 474 921	2 402 572
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	1 456 918	13 509 745	11 883 468	9 886 723	7 987 769
TOTAL	4 435 038	19 463 354	16 857 198	13 361 644	10 390 341
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
1.017 Administration Générale	1 388 954	36 056 815	22 014 227	17 530 966	10 626 946
1.018 Administration Générale	0	0	0	0	0
2.041 Développement de l'Education de Base	8 785 491	173 022 182	167 735 695	145 256 945	131 705 250
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	6 984 874	18 411 842	17 861 788	12 145 581	9 554 178
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	22 267 891	57 060 600	56 229 798	49 956 915	46 701 326
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	7 755 282	64 968 244	54 221 934	42 844 368	36 339 968
TOTAL	48 085 683	349 519 683	318 063 442	267 734 775	234 927 667
412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
1.018 Administration Générale	0	0	0	0	0
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	0	0	0	0	0
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0
510 MINISTERE DE LA CULTURE					
1.019 Administration Générale	104 500	2 340 167	2 150 915	1 685 988	1 474 428
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	632 700	1 474 369	1 398 044	975 114	766 545
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique	760 000	1 159 504	972 081	281 186	257 596
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire	1 088 592	3 931 175	3 513 435	3 044 790	2 331 231
TOTAL	2 584 893	8 905 215	8 034 475	5 987 078	4 829 800
520 MINISTERE DES SPORTS					
1.020 Administration Générale	389 987	9 192 681	8 007 528	7 010 390	6 767 980
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives	1 014 583	2 166 243	1 498 874	1 293 621	1 032 183
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	12 307	583 045	508 288	405 181	359 936
TOTAL	1 409 149	11 941 969	10 014 690	8 709 192	8 160 099

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/09/2019**

14/12/2019 08:54:19

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE					
1.038 Administration Générale	0	0	0	0	0
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	0	0	0	0	0
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE					
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation	4 990 594	22 941 353	14 016 469	8 590 085	3 740 053
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	4 209 118	39 494 822	38 112 436	28 836 288	27 529 922
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé	6 412	3 511 935	3 511 935	3 294 189	1 723 204
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	16 876 588	38 532 437	25 924 967	20 026 517	15 742 664
TOTAL	27 454 305	104 480 547	81 565 807	60 747 078	48 735 843
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	2 305 800	2 302 542	1 872 788	1 803 662
TOTAL	0	2 305 800	2 302 542	1 872 788	1 803 662
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	534 282	1 884 514	1 625 647	1 404 028	1 156 948
2.059 Promotion de la Femme	1 130 994	1 947 101	1 399 220	765 756	762 852
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	598 358	1 363 574	1 089 709	807 908	591 348
TOTAL	2 239 785	5 195 189	4 114 576	2 977 693	2 511 148
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE					
1.023 Administration Générale	196 868	3 900 216	2 060 459	1 688 459	964 851
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	406 600	2 572 183	2 335 652	1 185 312	1 218 441
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	231 063	44 959 273	44 554 729	43 500 278	43 382 168
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	612 750	1 098 258	919 685	871 726	772 329
TOTAL	1 446 366	52 529 930	49 870 524	47 245 775	46 337 789
700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT					
1.024 Administration Générale	798 000	2 266 665	1 850 043	1 314 571	1 167 844
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	139 418 666	113 316 668	58 543 955	17 942 084	14 205 973
TOTAL	146 689 288	115 583 333	60 393 998	19 256 655	15 373 818

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/09/2019**

14/12/2019 08:54:19

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
1.025 Administration Générale	247 000	1 367 441	1 291 418	862 234	772 009
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	3 807 887	5 874 572	4 921 382	3 985 842	2 522 179
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	9 582 500	3 694 389	1 524 139	1 257 147	796 468
2.071 Protection et Conservation de la Nature	6 872 922	8 158 122	4 229 879	2 929 529	2 505 982
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	603 250	2 981 547	835 728	396 619	302 281
TOTAL	20 019 852	22 076 071	12 802 546	9 431 371	6 898 919
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
1.026 Administration Générale	332 500	76 364 222	76 294 793	75 999 607	75 929 359
2.073 Développement des Ressources Energétiques	4 257 303	33 345 687	12 880 606	7 758 833	7 432 705
2.074 Développement des Ressources en Eau	17 422 100	78 483 407	7 255 889	5 462 675	3 147 280
TOTAL	18 511 243	188 193 316	96 431 288	89 221 115	86 509 345
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
1.027 Administration Générale	105 487	1 607 649	1 502 887	1 165 457	888 731
2.075 Développement des ressources minérales	1 884 795	2 667 202	940 742	661 457	545 463
TOTAL	1 990 282	4 274 851	2 443 629	1 826 914	1 434 194
730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION					
1.028 Administration Générale	14 725	1 093 062	1 006 479	623 836	614 383
2.076 Medias et Communication Publics	1 501 000	8 030 187	7 292 325	5 720 131	4 500 076
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	503 500	2 265 227	2 075 226	1 557 822	1 072 681
TOTAL	2 047 145	11 388 476	10 374 030	7 901 789	6 187 140
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
2.096 Régulation de la Communication	475 000	1 549 354	1 448 490	1 227 491	983 156
TOTAL	475 000	1 549 354	1 448 490	1 227 491	983 156
740 MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME					
1.029 Administration Générale	2 169 800	4 399 200	4 339 068	2 837 272	1 466 952
2.078 Gestion Cadastre et Foncière	2 375	3 209 116	3 036 409	2 595 743	2 428 143
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	7 229 459	10 536 689	9 200 637	8 707 126	8 462 592
TOTAL	11 480 494	18 145 005	16 576 113	14 140 140	12 357 687
750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE					
1.031 Administration Générale et Contrôle	3 052 650	3 874 756	1 742 986	1 477 582	1 367 551
2.080 Population	332 500	5 481 657	361 405	221 180	186 017
2.081 Aménagement du Territoire	427 500	549 869	353 878	191 331	188 209
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	1 472 500	3 499 337	3 498 757	2 558 375	2 076 930
TOTAL	5 285 150	13 405 619	5 957 025	4 448 468	3 818 707

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/09/2019

14/12/2019 08:54:19

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
770 MINISTERE DES TRANSPORTS					
1.042 Administration Générale	0	605 002	607 612	309 496	231 030
2.066 Développement et sécurisation des transports	5 185 759	5 679 631	4 912 440	2 091 407	1 909 958
TOTAL	5 727 340	6 284 633	5 520 052	2 400 903	2 140 988
800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL					
1.039 Administration Générale	0	0	0	0	0
2.084 Développement du secteur industriel	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0
812 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS					
1.033 Administration Générale	142 500	1 332 701	1 205 481	805 261	673 029
2.084 Développement du secteur industriel	544 821	1 705 390	1 503 653	785 902	580 017
2.085 Appui au développement du secteur privé	558 125	1 501 843	1 050 300	755 682	461 485
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	47 500	196 694	185 390	97 452	90 326
TOTAL	1 247 895	4 736 628	3 944 824	2 444 297	1 804 858
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
1.034 Administration Générale	6 710 000	46 701 118	31 393 886	28 845 299	27 805 306
2.087 Appui au Monde Rural	4 600 236	24 381 464	8 015 798	6 851 648	6 305 473
2.088 Aménagement et Equipement Rural	38 783 914	43 698 521	16 325 968	13 843 465	12 502 762
2.089 Recherche et Formation	617 500	4 399 183	317 183	92 189	59 215
TOTAL	51 210 990	119 180 286	56 052 833	49 632 601	46 672 755
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
1.037 Administration Générale	2 233 000	12 947 108	2 730 413	934 461	875 026
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	7 242 664	5 104 744	3 312 927	1 497 522	1 313 204
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	1 354 269	4 062 167	1 980 182	1 355 453	783 964
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	499 449	2 332 424	1 731 048	1 384 070	1 177 272
TOTAL	9 619 772	24 446 443	9 754 569	5 171 506	4 149 466
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
2.093 Sécurité Alimentaire	10 434 010	7 752 828	7 107 781	6 427 220	7 688 621
TOTAL	10 434 010	7 752 828	7 107 781	6 427 220	7 688 621
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
1.040 Administration Générale	50 000	1 020 754	1 032 986	587 143	539 547
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	2 439 546	2 258 746	1 605 387	1 059 144	565 100
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	113 116	418 503	416 743	15 572	278 130
TOTAL	2 601 332	3 698 003	3 055 116	1 630 715	1 382 777
990 CHARGES COMMUNES					
0.003 Provisions pour imprévus	214 885 935	341 995 215	115 873 599	96 318 235	90 367 079
0.004 Dette	0	101 056 000	47 565 177	47 565 177	46 111 194
TOTAL	182 419 860	443 051 215	163 438 775	143 883 412	136 478 273

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/09/2019

14/12/2019 08:54:19

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
TOTAL DU BUDGET GENERAL	801 184 492	2 261 155 078	1 579 587 969	1 310 505 501	1 101 860 775

ANNEXE 3 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES
PAR CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET
ECONOMIQUE AU 30 SEPTEMBRE 2019.

Sans le financement extérieur du BSI¹

¹ Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutés suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – PRED.

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2019

14/12/2019 08:56:04

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
Personnel	0	2 448 000	2 448 000	2 448 000	1 927 117
Biens et services	0	10 343 469	10 149 543	10 149 543	10 123 293
Transferts et subventions	0	1 496 990	1 496 990	1 496 990	1 496 990
Investissement	1 507 529	1 507 529	1 507 529	1 507 529	1 507 529
Total	1 507 529	15 795 988	15 602 062	15 602 062	15 054 929
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	1 845 236	1 544 972	1 491 596	1 389 552
Biens et services	0	11 722 063	10 804 852	9 599 420	8 466 295
Transferts et subventions	0	808 600	808 600	702 916	533 855
Investissement	817 640	817 640	791 252	599 208	309 137
Total	817 640	15 193 539	13 949 676	12 393 140	10 698 839
130 PRIMATURE					
Personnel	0	1 702 251	1 475 536	1 461 443	1 311 423
Biens et services	0	5 865 547	5 854 646	4 369 694	3 169 824
Transferts et subventions	0	2 130 045	2 130 045	1 719 701	1 201 685
Investissement	760 000	2 870 417	2 672 046	371 550	219 969
Total	2 870 417	12 568 260	12 132 272	7 922 389	5 902 901
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
Personnel	0	66 816	53 453	53 453	51 342
Biens et services	0	491 883	405 183	345 979	332 811
Investissement	14 363	14 363	13 515	12 179	10 841
Total	14 363	573 062	472 150	411 611	394 994
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
Personnel	0	387 295	387 295	387 295	266 528
Biens et services	0	499 518	500 746	459 887	446 733
Transferts et subventions	0	34 440	33 212	33 212	33 212
Investissement	78 243	78 243	78 243	75 898	75 898
Total	78 243	999 496	999 496	956 292	822 371
150 COUR SUPREME					
Personnel	0	1 138 052	1 138 052	999 356	899 915
Biens et services	0	915 331	914 916	857 124	685 631
Transferts et subventions	0	80 000	80 000	79 592	67 169
Investissement	394 000	394 000	14 000	9 500	7 612
Total	394 000	2 527 383	2 146 968	1 945 572	1 660 326
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
Personnel	0	243 281	196 281	194 777	183 774
Biens et services	0	108 250	108 250	45 992	27 234
Transferts et subventions	0	554 420	554 420	333 917	307 150
Total	0	905 951	858 951	574 685	518 158

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2019

14/12/2019 08:56:04

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
Personnel	0	311 383	249 106	249 106	239 826
Biens et services	0	680 847	676 057	583 950	567 978
Transferts et subventions	0	30 875	30 875	27 838	25 357
Investissement	131 177	131 177	131 177	77 740	58 299
Total	131 177	1 154 282	1 087 216	938 635	891 460
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
Personnel	0	757 101	605 681	605 681	531 407
Biens et services	0	789 012	764 418	552 475	445 081
Transferts et subventions	0	106 875	106 875	76 953	48 477
Investissement	285 000	285 000	152 974	111 572	15 216
Total	285 000	1 937 988	1 629 947	1 346 681	1 040 181
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
Personnel	0	15 354 320	13 014 757	12 715 955	10 595 156
Biens et services	0	13 646 905	13 565 731	12 655 170	12 059 791
Transferts et subventions	0	4 970 434	4 962 105	4 141 041	3 479 745
Investissement	7 637 200	9 812 727	9 778 382	7 492 832	7 343 218
Total	10 316 600	43 784 386	41 320 975	37 004 998	33 477 911
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
Personnel	0	327 879	327 879	307 879	312 949
Biens et services	0	872 373	860 885	602 523	533 058
Transferts et subventions	0	229 826	229 826	196 915	184 846
Investissement	389 500	424 900	374 900	237 506	228 892
Total	439 500	1 854 978	1 793 490	1 344 822	1 259 744
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
Personnel	0	2 382 000	1 905 600	1 905 600	1 905 600
Biens et services	0	891 939	891 939	891 939	891 939
Transferts et subventions	0	30 000	30 000	30 000	30 000
Investissement	142 500	142 500	142 500	142 500	142 500
Total	142 500	3 446 439	2 970 039	2 970 039	2 970 039
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	403 868	357 403	357 403	348 501
Biens et services	0	100 107	100 107	100 107	100 107
Transferts et subventions	0	485 993	485 993	485 993	485 993
Investissement	28 500	76 500	76 500	76 500	76 500
Total	76 500	1 066 468	1 020 003	1 020 003	1 011 101
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
Personnel	0	12 980	10 721	10 384	11 208
Biens et services	0	120 680	120 120	74 593	72 351
Investissement	15 000	15 000	15 000	14 923	12 563
Total	15 000	148 660	145 841	99 900	96 122

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2019

14/12/2019 08:56:04

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
Personnel	0	103 708 334	103 652 011	101 912 882	82 391 097
Biens et services	0	68 288 935	65 630 726	53 236 584	39 006 230
Transferts et subventions	0	886 982	587 116	541 021	497 607
Investissement	85 614 421	107 732 653	104 296 446	98 102 002	49 180 900
Total	95 253 292	280 616 904	274 166 298	253 792 489	171 075 835
220 MINISTERE DE LA JUSTICE					
Personnel	0	11 168 237	10 782 277	9 619 704	7 842 301
Biens et services	0	4 866 065	4 866 004	4 301 044	3 665 643
Transferts et subventions	0	875 781	696 431	580 057	580 778
Investissement	4 353 077	9 384 428	2 252 443	2 173 961	1 309 089
Total	4 276 928	26 294 511	18 597 155	16 674 767	13 397 812
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
Personnel	0	864 300	864 300	864 300	864 300
Biens et services	0	504 653	504 653	504 653	504 653
Investissement	190 000	190 000	190 000	190 000	190 000
Total	190 000	1 558 953	1 558 953	1 558 953	1 558 953
225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	0	0	0	0
Biens et services	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	250 000	250 000	250 000	250 000
Biens et services	0	319 650	289 950	289 950	289 950
Investissement	47 500	47 500	47 500	47 500	47 500
Total	47 500	617 150	587 450	587 450	587 450
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
Personnel	0	45 147 221	44 741 221	38 273 400	33 105 365
Biens et services	0	13 569 101	11 973 177	8 117 934	5 635 765
Transferts et subventions	0	1 301 871	1 199 746	1 159 223	1 125 766
Investissement	15 254 426	30 252 909	24 189 833	19 579 547	11 703 588
Total	22 651 449	90 271 102	82 103 978	67 130 104	51 570 484
235 SECURITE D'ETAT					
Biens et services	0	8 184 445	8 184 445	8 177 180	8 177 180
Investissement	11 500 000	1 500 000	120 280	119 280	119 280
Total	11 500 000	9 684 445	8 304 725	8 296 460	8 296 460

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2019

14/12/2019 08:56:04

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
Personnel	0	18 717 165	17 231 477	16 315 246	14 463 104
Biens et services	0	12 747 687	12 637 608	8 484 801	5 677 371
Transferts et subventions	0	8 984 485	8 984 485	6 520 444	4 694 377
Investissement	42 503 745	48 902 146	25 064 528	13 423 146	6 860 504
Total	47 508 229	89 351 483	63 918 099	44 743 637	31 695 356
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
Personnel	0	250 000	200 000	157 876	125 466
Biens et services	0	10 620	10 620	5 310	5 310
Transferts et subventions	0	771 305	771 305	682 161	572 426
Investissement	0	0	0	0	0
Total	0	1 031 925	981 925	845 347	703 202
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
Biens et services	0	24 000	24 000	24 000	24 000
Transferts et subventions	0	419 390	419 390	419 390	419 390
Total	0	443 390	443 390	443 390	443 390
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
Personnel	0	1 182 283	1 169 578	1 102 859	1 011 076
Biens et services	0	1 529 785	1 529 783	1 163 239	1 001 554
Transferts et subventions	0	49 101	15 851	14 792	14 792
Investissement	1 294 657	1 293 758	1 202 291	703 613	488 082
Total	1 293 758	4 054 927	3 917 502	2 984 502	2 515 503
323 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE					
Personnel	0	2 030 659	1 950 713	1 655 965	1 686 061
Biens et services	0	3 018 760	2 900 098	2 137 135	1 558 435
Transferts et subventions	0	6 165 093	6 165 093	5 653 221	5 440 600
Investissement	1 981 492	11 367 077	1 427 066	468 559	270 431
Total	2 002 256	22 581 589	12 442 971	9 914 880	8 955 529
328 MINISTERE DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION ET DE LA TRANSPARENCE DE LA VIE PUBLIQUE					
Personnel	0	557 419	557 419	499 285	384 430
Biens et services	0	756 588	756 041	548 146	469 995
Transferts et subventions	0	175 000	175 000	94 572	87 313
Investissement	338 786	331 537	190 586	70 730	16 280
Total	338 786	1 820 544	1 679 046	1 212 733	958 017
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
Personnel	0	5 898 071	5 533 330	4 897 293	4 853 039
Biens et services	0	22 808 624	21 795 634	13 226 649	11 667 050
Transferts et subventions	0	6 849 672	6 843 458	5 803 460	5 457 116
Investissement	39 789 415	45 361 094	24 965 057	18 762 576	14 487 231
Total	39 771 620	80 917 461	59 137 479	42 689 979	36 464 436

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2019

14/12/2019 08:56:04

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
Personnel	0	177 393	131 676	131 676	129 290
Biens et services	0	380 524	380 524	380 524	380 320
Transferts et subventions	0	104 500	104 500	104 500	104 500
Investissement	211 380	211 380	211 380	211 380	188 672
Total	211 380	873 797	828 080	828 080	802 781
335 MINISTERE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
Personnel	0	0	0	0	0
Biens et services	0	0	0	0	0
Transferts et subventions	0	0	0	0	0
Investissement	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE					
Personnel	0	133 684	128 005	124 279	107 071
Biens et services	0	452 930	389 043	283 616	266 814
Transferts et subventions	0	319 042	319 042	266 868	188 111
Investissement	95 608	95 608	95 608	83 720	35 433
Total	95 608	1 001 264	931 699	758 483	597 429
341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE					
Personnel	0	117 351	93 881	93 881	70 960
Biens et services	0	590 335	518 553	410 497	367 476
Transferts et subventions	0	2 121 467	2 121 467	1 781 303	1 272 210
Investissement	5 700	5 700	0	0	0
Total	5 700	2 834 853	2 733 900	2 285 680	1 710 646
345 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT LOCAL					
Personnel	0	0	0	0	0
Biens et services	0	0	0	0	0
Transferts et subventions	0	0	0	0	0
Investissement	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0
380 MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRENCE					
Personnel	0	1 149 001	1 010 702	970 648	894 436
Biens et services	0	1 085 577	1 064 482	726 668	530 878
Transferts et subventions	0	569 784	569 784	480 185	399 714
Investissement	1 795 544	4 331 790	2 356 940	1 369 615	1 326 335
Total	1 534 645	7 136 152	5 001 908	3 547 115	3 151 364
400 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Personnel	0	2 627 443	2 018 650	1 456 104	741 932
Biens et services	0	1 606 140	1 469 138	657 138	401 967
Transferts et subventions	0	10 892 409	10 832 908	9 238 033	7 827 614
Investissement	4 073 538	4 337 362	2 536 502	2 010 369	1 418 829
Total	4 435 038	19 463 354	16 857 198	13 361 644	10 390 341

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2019

14/12/2019 08:56:04

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
Personnel	0	197 256 208	176 413 600	155 246 018	137 813 215
Biens et services	0	43 457 718	41 319 080	33 181 536	27 008 222
Transferts et subventions	0	65 339 904	60 168 439	48 473 258	42 138 447
Investissement	47 182 492	43 465 853	40 162 324	30 833 964	27 967 783
Total	48 085 683	349 519 683	318 063 442	267 734 775	234 927 667
412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Personnel	0	0	0	0	0
Biens et services	0	0	0	0	0
Transferts et subventions	0	0	0	0	0
Investissement	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0
510 MINISTERE DE LA CULTURE					
Personnel	0	1 164 662	996 748	983 131	938 212
Biens et services	0	1 782 498	1 722 893	1 294 357	1 049 326
Transferts et subventions	0	2 678 297	2 676 472	2 008 607	1 750 315
Investissement	2 585 792	3 279 758	2 638 363	1 700 983	1 091 947
Total	2 584 893	8 905 215	8 034 475	5 987 078	4 829 800
520 MINISTERE DES SPORTS					
Personnel	0	834 764	735 427	669 375	662 132
Biens et services	0	7 807 138	7 497 126	6 920 387	6 667 715
Transferts et subventions	0	940 918	940 918	820 463	766 423
Investissement	1 416 877	2 359 149	841 218	298 968	63 828
Total	1 409 149	11 941 969	10 014 690	8 709 192	8 160 099
525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE					
Personnel	0	0	0	0	0
Biens et services	0	0	0	0	0
Transferts et subventions	0	0	0	0	0
Investissement	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE					
Personnel	0	32 598 468	24 977 471	21 978 928	21 128 863
Biens et services	0	13 894 391	13 752 184	10 375 933	7 513 769
Transferts et subventions	0	28 566 390	27 514 051	21 882 732	17 493 934
Investissement	26 082 712	29 421 298	15 322 101	6 509 486	2 599 278
Total	27 454 305	104 480 547	81 565 807	60 747 078	48 735 843
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
Personnel	0	115 112	111 855	107 576	100 726
Biens et services	0	88 560	88 560	67 260	67 260
Transferts et subventions	0	2 102 128	2 102 127	1 697 952	1 635 676
Total	0	2 305 800	2 302 542	1 872 788	1 803 662

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2019

14/12/2019 08:56:04

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
Personnel	0	1 408 053	1 380 437	1 232 276	986 654
Biens et services	0	1 259 224	1 250 355	983 485	909 333
Transferts et subventions	0	295 965	295 965	235 023	204 033
Investissement	2 263 634	2 231 947	1 187 819	526 909	411 128
Total	2 239 785	5 195 189	4 114 576	2 977 693	2 511 148
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE					
Personnel	0	3 098 753	2 664 961	2 357 705	2 005 316
Biens et services	0	1 314 280	1 169 696	835 531	627 367
Transferts et subventions	0	46 688 958	45 232 380	43 317 174	43 197 597
Investissement	1 447 281	1 427 939	803 487	735 365	507 510
Total	1 446 366	52 529 930	49 870 524	47 245 775	46 337 789
700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT					
Personnel	0	1 155 145	967 830	901 767	950 047
Biens et services	0	1 089 789	1 057 064	685 375	531 059
Transferts et subventions	0	598 308	598 308	476 811	429 971
Investissement	140 216 666	112 740 091	57 770 796	17 192 702	13 462 741
Total	146 689 288	115 583 333	60 393 998	19 256 655	15 373 818
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
Personnel	0	3 255 578	3 166 686	2 849 420	2 831 053
Biens et services	0	1 677 954	1 628 345	1 034 800	831 368
Transferts et subventions	0	1 070 112	1 070 112	730 666	616 455
Investissement	21 113 559	16 072 427	6 937 404	4 816 485	2 620 043
Total	20 019 852	22 076 071	12 802 546	9 431 371	6 898 919
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
Personnel	0	1 351 956	1 347 869	1 346 518	1 126 488
Biens et services	0	1 214 620	1 196 302	785 642	716 127
Transferts et subventions	0	82 329 501	82 329 501	80 857 438	80 738 136
Investissement	22 011 903	103 297 239	11 557 616	6 231 518	3 928 595
Total	18 511 243	188 193 316	96 431 288	89 221 115	86 509 345
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
Personnel	0	929 141	807 141	807 141	672 975
Biens et services	0	930 498	878 103	580 501	451 973
Transferts et subventions	0	435 510	435 510	361 541	250 174
Investissement	1 990 282	1 979 702	322 875	77 731	59 072
Total	1 990 282	4 274 851	2 443 629	1 826 914	1 434 194
730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION					
Personnel	0	250 204	210 268	171 746	192 839
Biens et services	0	675 733	629 086	289 500	256 479
Transferts et subventions	0	7 940 394	7 940 393	6 326 234	5 026 183
Investissement	2 019 225	2 522 145	1 594 283	1 114 309	711 639
Total	2 047 145	11 388 476	10 374 030	7 901 789	6 187 140

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2019

14/12/2019 08:56:04

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
Personnel	0	697 904	597 040	592 847	442 888
Biens et services	0	0	0	0	0
Transferts et subventions	0	376 450	376 450	291 164	259 620
Investissement	475 000	475 000	475 000	343 481	280 648
Total	475 000	1 549 354	1 448 490	1 227 491	983 156
740 MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME					
Personnel	0	3 057 744	2 928 554	2 778 528	2 569 019
Biens et services	0	1 846 359	1 821 850	1 233 998	959 503
Transferts et subventions	0	461 016	461 016	218 350	183 674
Investissement	9 401 634	12 779 886	11 364 694	9 909 265	8 645 491
Total	11 480 494	18 145 005	16 576 113	14 140 140	12 357 687
750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE					
Personnel	0	451 614	400 075	400 075	291 272
Biens et services	0	670 361	611 697	374 627	340 807
Transferts et subventions	0	646 876	646 296	551 185	494 802
Investissement	5 285 150	11 636 768	4 298 958	3 122 582	2 691 826
Total	5 285 150	13 405 619	5 957 025	4 448 468	3 818 707
770 MINISTERE DES TRANSPORTS					
Personnel	0	985 134	874 160	795 516	664 473
Biens et services	0	749 872	747 980	317 355	249 573
Transferts et subventions	0	1 052 287	1 052 287	900 005	845 758
Investissement	5 185 759	3 497 340	2 845 626	388 027	381 183
Total	5 727 340	6 284 633	5 520 052	2 400 903	2 140 988
800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL					
Personnel	0	0	0	0	0
Biens et services	0	0	0	0	0
Transferts et subventions	0	0	0	0	0
Investissement	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0
812 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS					
Personnel	0	1 082 636	949 536	554 804	413 540
Biens et services	0	1 287 515	1 277 567	782 369	695 009
Transferts et subventions	0	1 110 160	931 617	744 770	573 454
Investissement	1 292 946	1 256 317	786 104	362 354	122 855
Total	1 247 895	4 736 628	3 944 824	2 444 297	1 804 858
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
Personnel	0	5 665 784	5 025 163	4 663 504	4 532 928
Biens et services	0	2 903 723	2 801 830	1 992 348	1 419 120
Transferts et subventions	0	34 851 522	29 872 615	28 623 955	28 020 695
Investissement	50 711 650	75 759 257	18 353 225	14 352 794	12 700 011
Total	51 210 990	119 180 286	56 052 833	49 632 601	46 672 755

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2019

14/12/2019 08:56:04

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
Personnel	0	3 450 366	2 990 167	2 629 128	2 418 178
Biens et services	0	1 688 217	1 610 075	1 073 721	938 436
Transferts et subventions	0	3 645 348	2 076 044	435 434	354 376
Investissement	11 329 382	15 662 512	3 078 282	1 033 223	438 476
Total	9 619 772	24 446 443	9 754 569	5 171 506	4 149 466
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
Personnel	0	221 798	177 438	177 438	147 289
Biens et services	0	145 942	141 908	111 336	76 678
Transferts et subventions	0	22 078	22 078	20 666	22 078
Investissement	10 434 010	7 363 010	6 766 357	6 117 781	7 442 577
Total	10 434 010	7 752 828	7 107 781	6 427 220	7 688 621
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
Personnel	0	426 963	437 379	279 623	304 695
Biens et services	0	684 074	682 921	548 022	494 649
Transferts et subventions	0	785 634	785 634	95 291	388 269
Investissement	2 602 662	1 801 332	1 149 182	707 780	195 165
Total	2 601 332	3 698 003	3 055 116	1 630 715	1 382 777
990 CHARGES COMMUNES					
Personnel	0	81 400 813	10 586 178	9 603 066	9 592 362
Biens et services	0	186 851 714	96 252 982	87 862 202	85 434 773
Transferts et subventions	0	51 660 370	13 995 917	12 003 234	11 577 491
Investissement	214 885 935	123 138 318	42 603 698	34 414 910	29 873 647
Total	182 419 860	443 051 215	163 438 775	143 883 412	136 478 273
TOTAL	801 184 492	2 261 155 078	1 579 587 969	1 310 505 501	1 101 860 775

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2019

14/12/2019 08:56:04

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
2 BUDGETS ANNEXES					
770 MINISTERE DES TRANSPORTS					
Personnel	0	1 993 000	2 003 000	744 448	717 298
Biens et services	0	4 290 873	2 436 820	753 072	750 367
Transferts et subventions	0	951 860	823 000	427 240	427 060
Investissement	2 559 938	3 169 938	2 537 961	652 272	342 955
Total	3 149 938	10 405 671	7 800 780	2 577 032	2 237 680
TOTAL	3 149 938	10 405 671	7 800 780	2 577 032	2 237 680

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2019

14/12/2019 08:56:04

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
Biens et services	0	64 690 692	64 690 692	57 778 256	57 778 256
Investissement	40 000 000	40 000 000	0	0	0
Total	40 000 000	104 690 692	64 690 692	57 778 256	57 778 256
400 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Investissement	2 616 620	2 616 620	0	0	0
Total	2 616 620	2 616 620	0	0	0
412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Investissement	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
Transferts et subventions	0	500 000	250 000	207 892	196 292
Total	0	500 000	250 000	207 892	196 292
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
Biens et services	0	345 000	345 000	192 230	30 000
Transferts et subventions	0	108 250	108 250	54 124	0
Investissement	846 750	846 750	750 750	310 204	0
Total	846 750	1 300 000	1 204 000	556 558	30 000
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
Personnel	0	430 000	120 000	81 242	79 050
Biens et services	0	1 062 000	496 500	380 898	283 320
Investissement	148 000	148 000	90 000	18 371	13 468
Total	148 000	1 640 000	706 500	480 510	375 837
750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE					
Investissement	2 981 400	2 981 400	299 415	299 415	0
Total	2 981 400	2 981 400	299 415	299 415	0
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
Investissement	5 000 000	5 000 000	0	0	0
Total	5 000 000	5 000 000	0	0	0
TOTAL	51 592 770	118 728 712	67 150 607	59 322 631	58 380 384
TOTAL GENERAL	855 927 200	2 390 289 461	1 654 539 356	1 372 405 164	1 162 478 840

ANNEXE 4 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES
PAR CLASSIFICATION FONCTIONNELLE
AU 30 SEPTEMBRE 2019.

Sans le financement extérieur du BSI¹

¹ Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutés suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – PRED.

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

14/12/2019 08:58:37

Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 30/09/2019

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
01 Services généraux des administrations publiques					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	49 154 602	203 615 734	190 058 475	162 619 529	145 664 781
01.3 Services généraux	16 314 589	43 466 661	19 596 581	16 635 319	13 263 773
01.4 Recherche fondamentale	28 500	366 171	366 171	297 099	230 580
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	1 852 500	2 304 294	1 879 907	1 416 970	1 018 694
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	55 372 664	183 168 876	92 712 110	67 854 360	58 725 330
01.7 Opérations concernant la dette publique	490 000	140 939 566	77 826 055	74 914 586	73 401 566
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	16 653 499	18 887 240	18 887 240	14 723 865	14 723 865
TOTAL Services généraux des administrations publiques	139 866 354	592 748 542	401 326 538	338 461 729	307 028 589
02 Défense					
02.1 Défense militaire	55 843 459	76 963 521	75 278 299	69 231 870	30 936 667
02.2 Défense civile		1 538 000	38 000	38 000	38 000
02.4 Recherche-développement concernant la défense	50 419	73 855	17 208	43 141	46 121
02.5 Défense n.c.a.	48 499 900	201 147 215	195 718 884	182 061 107	138 432 628
TOTAL Défense	104 393 778	279 722 591	271 052 391	251 374 119	169 453 416
03 Ordre et sécurité publics					
03.1 Services de police	67 658	43 461 888	40 127 405	33 279 298	28 997 068
03.2 Services de protection civile	17 996 657	24 894 776	14 455 004	14 154 542	8 602 180
03.3 Tribunaux	2 084 862	18 519 254	16 337 978	14 500 472	11 686 249
03.4 Administration pénitentiaire	2 377 566	10 017 352	4 221 794	4 006 473	3 398 681
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	18 971 511	46 816 359	42 471 939	33 103 715	26 200 645
TOTAL Ordre et sécurité publics	41 498 254	143 709 629	117 614 121	99 044 500	78 884 823
04 Affaires économiques					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	3 615 768	30 507 079	18 983 894	14 582 731	12 754 256
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	183 864 490	253 233 055	87 771 184	72 802 455	68 933 928
04.3 Combustibles et énergie	5 161 165	26 407 542	14 771 461	9 256 971	8 253 244
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	18 197 733	12 157 557	5 475 934	4 057 300	2 384 412
04.5 Transports	162 270 654	148 116 641	62 125 724	21 245 535	19 194 402
04.6 Communications	2 720 025	12 855 649	11 490 135	9 114 739	7 534 192
04.7 Autres branches d'activité	7 023 551	12 416 777	9 337 576	3 216 818	2 916 566
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	646 000	2 425 395	2 309 064	1 746 869	1 128 847
04.9 Affaires économiques n.c.a.	20 998 500	100 314 903	92 109 873	88 534 457	86 271 669
TOTAL Affaires économiques	404 497 886	598 434 598	304 374 845	224 557 875	209 371 515

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

14/12/2019 08:58:37

Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 30/09/2019

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
05 Protection de l'environnement					
05.1 Gestion des déchets	5 526 435	5 526 435	4 075 432	4 625 192	4 425 300
05.2 Gestion des eaux usées	1 444 000	1 778 875	1 429 578	809 400	580 045
05.3 Lutte contre la pollution	290 700	320 644	235 466	206 064	147 341
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	20 346 222	35 896 560	12 204 794	7 369 286	4 946 084
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	676 192	7 266 365	2 564 458	1 607 362	1 459 524
TOTAL Protection de l'environnement	28 283 549	50 788 879	20 509 729	14 617 304	11 558 293
06 Logement et équipements collectifs					
06.1 Logement	6 845 000	6 974 762	6 951 012	6 823 607	6 806 552
06.2 Équipements collectifs	4 509 139	5 544 776	1 655 105	1 772 370	327 217
06.3 Alimentation en eau	11 166 770	56 421 959	4 382 623	3 797 633	1 629 692
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	6 052 175	11 757 672	10 205 913	6 308 758	4 913 336
TOTAL Logement et équipements collectifs	28 573 084	80 699 169	23 194 654	18 702 368	13 676 798
07 Santé					
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux		1 136 509	1 129 059	1 075 621	1 075 321
07.2 Services ambulatoires	76 000	76 000	76 000	72 426	
07.3 Services hospitaliers	14 439 071	33 317 839	21 180 785	16 624 119	13 310 260
07.4 Services de santé publique	4 221 507	18 994 424	18 949 891	13 927 138	11 737 659
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 045 750	4 625 954	4 470 518	3 201 821	2 472 374
07.6 Santé n.c.a.	8 000 002	63 305 365	42 373 400	31 365 232	24 842 304
TOTAL Santé	27 782 330	121 456 091	88 179 653	66 266 357	53 437 917
08 Loisirs, culture et culte					
08.1 Services récréatifs et sportifs	1 659 572	11 621 178	9 637 291	8 304 011	7 800 163
08.2 Services culturels	2 801 189	5 338 596	4 806 172	3 602 342	2 636 696
08.4 Culte et autres services communautaires		265 261	306 864	215 202	140 576
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	1 809 074	8 399 395	7 368 598	4 853 114	4 080 042
TOTAL Loisirs, culture et culte	6 269 835	25 624 430	22 118 925	16 974 669	14 657 476
09 Enseignement					
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	2 828 431	144 104 860	141 516 104	122 153 408	109 634 791
09.2 Enseignement secondaire	33 250 818	98 582 153	94 088 976	83 549 516	78 013 958
09.4 Enseignement supérieur	4 475 729	68 392 497	58 949 241	45 321 489	38 359 307
09.5 Enseignement non défini par niveau	592 911	1 553 453	1 272 196	814 613	600 436

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

14/12/2019 08:58:37

Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 30/09/2019

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
09 Enseignement					
09.6 Services annexes à l'enseignement	2 422 392	5 599 252	5 542 060	1 645 443	384 780
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	9 948 370	7 551 358	2 984 568	1 901 366	1 353 978
09.8 Enseignement n.c.a.	5 244 892	46 741 570	31 763 540	24 362 108	16 022 495
TOTAL Enseignement	58 763 543	372 525 143	336 116 684	279 747 943	244 369 746
10 Protection sociale					
10.1 Maladie et invalidité		2 627 326	1 248 856	954 048	852 394
10.2 Vieillesse		62 761 422	43 115 718	43 115 717	43 115 647
10.4 Famille et enfants	1 407 806	9 094 028	3 177 896	2 251 887	1 949 165
10.7 Exclusion sociale n.c.a.		195 931	195 931	193 592	193 592
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	479 063	842 117	842 117	724 603	531 560
10.9 Protection sociale n.c.a.	14 111 718	49 059 565	21 471 297	15 418 453	13 397 909
TOTAL Protection sociale	15 998 587	124 580 389	70 051 815	62 658 300	60 040 267
TOTAL GENERAL	855 927 200	2 390 289 461	1 654 539 356	1 372 405 164	1 162 478 840

ANNEXE 5 :

SITUATION D'EXECUTION DU FINANCEMENT
EXTERIEUR DU BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT
(BSI) PAR MINISTERE AU 30 SEPTEMBRE 2019.

Montant en millions de F CFA

MINISTERES/ INSTITUTIONS	Dotation 2019			Etat d'Exécution Cumulée			
	Prêt	Subv	Total	Prêt	Subv	Total	Taux
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT	842	5 737	6 579	207	3 834	4 041	43
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	8 492	30 247	38 739	18 739	776	19 515	50,38
MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	3 700	4 552	8 252	5 165	3 637	8 802	107
MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE	0	954	954	0	0	0	0
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	26 530	23 327	46 270	17 749	12 607	30 356	61,67
MINISTERE DE L'ELEVAGE TE DE LA PECHE	6 313	5 103	11 416	5 749	1 218	6 967	61,03
Commissariat à la Sécurité Alimentaire	0	1 193	1 193	0	734	734	62
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	43 390	46 583	89 973	24 133	18 147	42 280	46,99
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	0	5 000	5 000	0	3 057	3 057	61,14
MINISTERE DU COMMERCE	0	900	900	0	0	0	0,00
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	0	5 589	5 589	0	3 260	3 260	58
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	0	17 610	17 610	0	11 391	11 391	36,05
MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	0	50	50	0	39	39	52,00
TOTAL	89 267	146 845	236 112	71 742	58 700	130 442	55,25